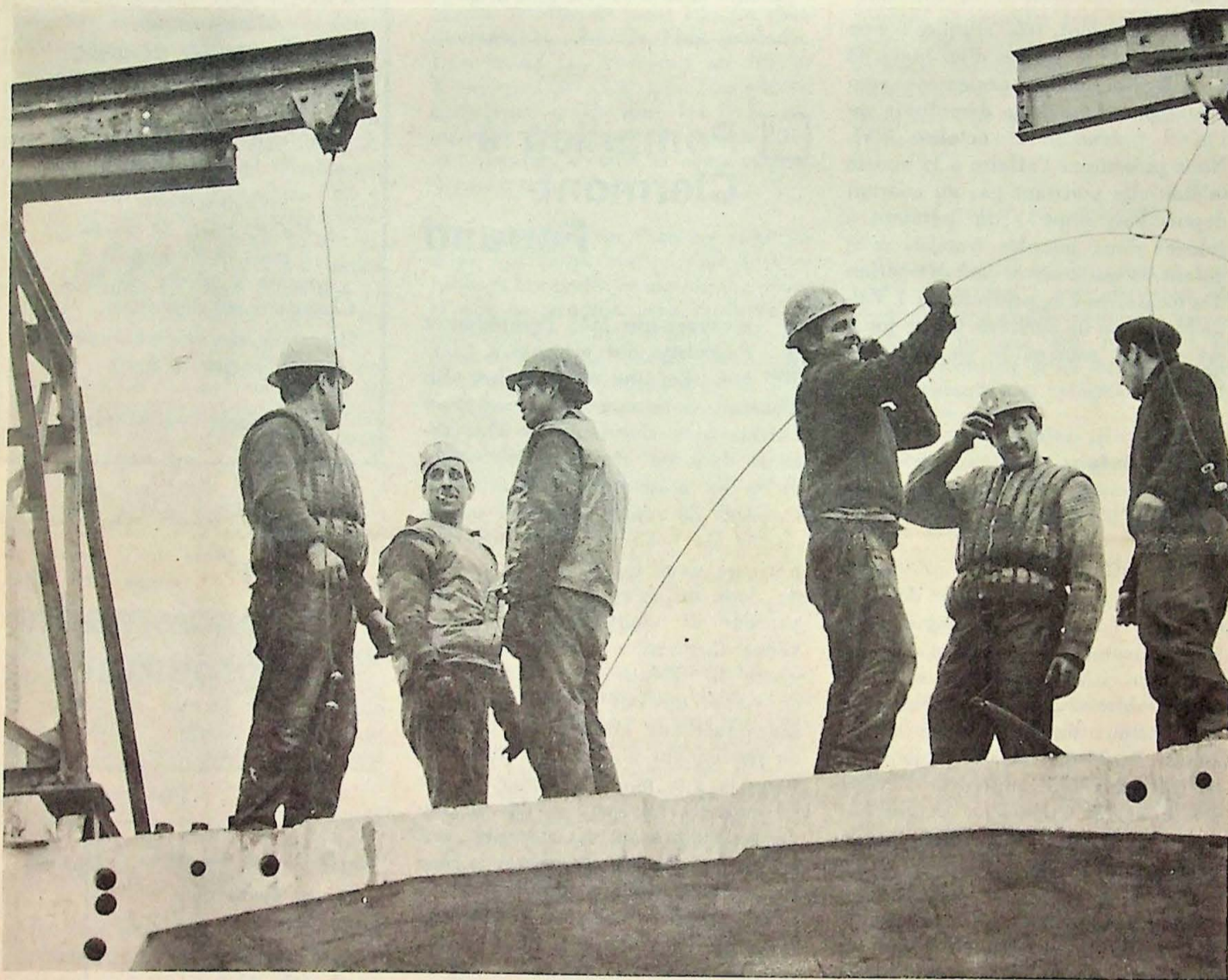


Tribune socialiste

N° 344 / 19 OCTOBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

La conquête du plein-emploi

Jacques Malterre

Il faut regarder les choses en face : les forces de gauche viennent de subir un échec : elles n'ont pu s'opposer aux ordonnances. Ni les actions menées dans le pays, ni l'opposition parlementaire n'ont pris une force suffisante pour faire échouer l'opération gouvernementale.

Pourquoi cet échec ? Est-il définitif ?

— Sur le plan parlementaire, les choses sont claires :

Les progrès de la gauche depuis l'élection présidentielle ont fini par inquiéter sérieusement toutes les forces conservatrices. Les éléments de la majorité qui jouaient à se taquiner ont vite trouvé un arrangement devant le péril commun ; les forces centristes ont pour les trois quarts obéi aux mêmes craintes : d'ailleurs, les mêmes groupes centristes n'avaient-ils pas voté le V^e Plan ? Celui-ci prévoyait le chômage, le ralentissement des prestations sociales

et des aides à la concentration. Ceux qui ont voté ce V^e Plan restent logiques avec eux-mêmes en votant contre la motion de censure, donc pour les ordonnances.

— Dans le pays, on aurait pu s'attendre à des réactions très vives. Le gouvernement même s'y préparait. Or, reconnaissons-le, les manifestations n'ont pas été à la hauteur des

(suite à la page 3)



Gde-Bretagne
et Marché
commun

Pierre Mendès France

Syndicats
et politique

Eugène Descamps

L'opinion
du MAPAM

Simha Flapan

Renforcer
le P.S.U.

Edouard Depreux

Le fléau
des centristes

Lucien Saintonge

Les poings sur les i

“Révolution culturelle” à la Française

Vous réunissez à Avignon, en plein été, Vilar, Godard, Bourseiller, Béjart : cela suffit pour que quelques porte-plumes inspirés déclarent que la France est saisie à son tour par la « révolution culturelle ».

Qu'est-ce à dire ? Qu'un grand péril nous menace : un mythe est en train de naître : l'intelligentsia serait en voie de récupérer sa mission de phare des masses. Se précise une vision : cent millions de Français « consommant » les produits sortis des nouvelles usines de la création. Ce qui ennuie, c'est que cette « révolution culturelle » a le parrainage des autorités étatiques. Du même coup, des questions se posent. Tout marxiste éclairé sait que les « idées » dominantes sont les « idées » de la classe dominante ; il sait aussi que l'art est, entre autres choses, le reflet de la vision du monde élaborée par les « couches supérieures » de la société. L'art est aussi une arme que la société capitaliste utilise dans le cadre de la lutte des classes. Elle a besoin d'artistes capables de diffuser ses « valeurs », son « idéologie ». A preuve, les soins dont elle entoure un Godard, dont l'œuvre recèle un contenu faussement « révolutionnaire », que tentent de masquer des formes en rupture avec la tradition esthétique bourgeoise. Ce sont ces formes, porteuses d'un « message » bourré de contradictions, qui « épâtent » la critique férocement « avant-gardiste », située en dehors de tout réel qu'elle n'appréhende pas dialectiquement. En résumé, la société industrielle accouche de son « idéologie », de ses « valeurs » censées la justifier à ses yeux et aux yeux des autres (1). Elle possède un circuit de diffusion : les « maisons de la culture ». Elle a une alliée en cette intelligentsia française, laquelle, coupée du vrai savoir, en rupture d'humanisme, atomisée par ses phantasmes subjectifs, se prête à un crime contre l'esprit qui, lorsqu'il souffle, souffle pour l'émancipation totale de l'homme, et non pour perpétuer son esclavage.

André LAUDE.

(1) Cf. H.-M. Enzensberger : Culture ou mise en condition.

La gangrène des expulsions

La section du P.S.U. de Gentilly (Val-de-Marne) vient de se trouver aux prises avec une affaire d'expulsion de locataires (en majorité des travailleurs portugais) d'un hôtel meublé et désire communiquer ses interrogations à ce sujet. Il lui semble en effet qu'une part importante de l'arbitraire qui règne en pareil cas pourrait être réduite si informer ne restait pas un monopole d'administration.

Les faits sont très simples : une vingtaine de locataires d'un hôtel de Gentilly sont avisés oralement, courant septembre, de la démolition de l'hôtel prévue le 1^{er} octobre 1967. Nous présentons l'affaire à la mairie (n'était-elle pourtant pas au courant depuis longtemps ?) qui parvient à reloger deux couples français avec enfant, et qui conduit une délégation des locataires à la préfecture du Val-de-Marne où un sursis de trente jours est obtenu, ramené le lendemain à dix jours.

Après cela, estimant sans doute ne pouvoir en faire plus, la municipalité nous fait comprendre qu'elle a d'autres chats à fouetter.

Nous diffusons un tract informant la population et les journaux de cette affaire, précisant que les expulsés ne peuvent compter que sur eux-mêmes alors que ce sont des travaux « d'intérêt public » qui les mettent à la rue (travaux du boulevard périphérique). Le 10 octobre, M^e Leclerc introduit un référé auprès de l'avoué des Ponts et Chaussées, ce qui entraîne un sursis supplémentaire de quinze jours au moins.

Nous en sommes là et nous aimerions savoir quelle action supplémentaire une section locale peut envisager.

La loi, en matière de meublés, consiste en vagues « recommandations » au préfet — ce que l'on s'est empressé de nous rappeler, à Créteil.

La mairie ne détient-elle pas le droit (sans parler de devoir) de procéder à certaines réquisitions d'appartements notoirement inoccupés ? A quelles conditions un appartement est-il réputé réquisitionnable ?

L'hôtel va être détruit, et tout un quartier auparavant prévu pour des H.L.M., ceci afin de réaliser l'infrastructure des halles de Rungis qui s'achèvent actuellement sans aucune voie de communication. Le ministère intéressé, en situation délicate, doit

vouloir accélérer les travaux coûte que coûte. Mais ne peut-on exiger l'explication d'un tel dédain vis-à-vis des difficultés de logement de travailleurs étrangers ?

Mais il est vrai qu'il ne s'agit que de Portugais, et que s'ils ne sont pas capables de supporter de vivre dans un hôtel sans meubles, sans eau, sans électricité, sans chauffage pendant vingt-cinq jours, s'ils ne trouvent pas à se reloger pendant ce temps, ils n'ont qu'à retourner chez eux.

Et c'est bien ce que certains ont été contraints de faire. □

(Enquête de la section P.S.U. de Gentilly.)

Pompidou à Clermont-Ferrand

Le voyage que MM. Pompidou et Peyrefitte ont effectué à Clermont-Ferrand le 13 octobre afin d'inaugurer le nouveau « complexe universitaire clermontois » s'est déroulé dans un climat moins tendu qu'on ne pouvait le supposer. Les barrages de routes organisés par le comité de Guéret, et auxquels ont participé dans le Puy-de-Dôme plus de deux mille agriculteurs, avaient précédé de vingt-quatre heures la venue du Premier ministre et du ministre de l'Education nationale. Les étudiants, qui ont montré leur vigilance face aux attaques du pouvoir en descendant à plus de trois mille dans la rue pour protester contre l'éventuelle application des ordonnances Aigrain en mars dernier, ont été tenus à l'écart : le pouvoir a bien pris soin de fixer la date de la cérémonie avant la rentrée des facultés, ne voulant pas courir le risque d'une manifestation étudiante d'importance. L'A.G.E.C. (U.N.E.F.) a rejeté la demande d'audience du ministre de l'Education nationale et a boycotté toutes les cérémonies officielles.

A l'appel des organisations syndicales (C.G.T. et C.F.D.T.), des débrayages ont été organisés dans les ateliers et les usines, notamment chez Michelin. Un millier de manifestants se sont rassemblés à l'appel de ces deux centrales syndicales — auquel s'était jointe l'U.N.E.F. — près du quartier des facultés afin de demander l'abrogation des ordonnances. L'importance du service d'ordre, constitué de plusieurs centaines de C.R.S. et gardes mobiles armés et casqués, isolant le quartier, montre l'inquiétude du pouvoir face au mécontentement populaire. □

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

Les licenciements augmentent

	Juin 1966	Juin 1967
Nombre d'entreprises ayant effectué des licenciements (de plus de 20 personnes)	60	108
Personnel licencié	3.555	6.124

REPARTITION REGIONALE

	Licenciements	Personnes
Région parisienne	26	1.014
Rhône-Alpes	8	400
Nord	6	243
Lorraine	5	232
Pays de la Loire..	2	198
Aquitaine	3	117


Editorial

La conquête du plein-emploi

(suite de la page 1)

menaces qui pèsent sur les conquêtes de la classe ouvrière et sur son pouvoir d'achat.

Les divergences d'attitude des centrales syndicales expliquent en partie, mais en partie seulement, cette faiblesse de la protestation. Il faut aussi se demander si le travail d'explication et d'information des forces de gauche a été suffisant. Il ne suffit pas de dire tous les matins : « L'ordonnance sur la Sécurité sociale est un scandale », encore faut-il rappeler ce qu'a été la grande conquête du mouvement ouvrier. Seulement, entre ce qui a été conçu en 1945 et ce qu'est devenue la Sécurité sociale en 1967, il y a un grand fossé : variété des régimes, catégorisation des systèmes, multiplication des régimes complémentaires (gérés sur une base paritaire par des administrateurs non élus!) ; si on ajoute que toutes les décisions concernant les régimes généraux et spéciaux étaient prises en réalité par le gouvernement et l'administration, on comprend la difficulté à dresser les travailleurs contre les atteintes portées à une Sécurité sociale qu'ils connaissent mal et devant laquelle ils ne sont plus réellement égaux.

Et puis, on sait aussi que les travailleurs de ce pays réagissent difficilement devant un amas complexe et confus de textes ; ils réagissent plus volontiers quand ils constatent concrètement les conséquences de ces textes.

Menaces pour les travailleurs

De ceci, nous pouvons déduire que la bataille contre les ordonnances n'en est qu'à son début. Déjà, en refusant d'assumer les présidences qui leur étaient offertes, la C.F.D.T. d'abord, la C.G.T. ensuite ont pris une attitude logique qui rouvre des perspectives de combat.

Or, celles-ci sont sérieuses. Dans les mois qui viennent, les salariés, la grande majorité des Français vont vivre les conséquences de la politique économique et sociale du gouvernement.

Faire des prévisions est une tâche délicate dans le domaine économique. Lier ces prévisions à l'évolution des réactions sociales est encore plus hasardeux, mais c'est le devoir des responsables de la gauche. Si nul ne peut prétendre deviner ce que seront les mouvements spontanés des classes sociales, on peut du moins recenser

les éléments objectifs qu'elles vont rencontrer.

D'ici, disons Pâques 1968, il va se passer quatre choses :

1° Les assurés sociaux, leurs familles, les malades vont ressentir concrètement les atteintes à leurs droits : sur les feuilles de paie, lors du remboursement des feuilles malades. L'irritation ira croissant au fur et à mesure que les gens prendront conscience qu'ils font les frais des cadeaux faits dans le budget 1968 aux groupes sociaux et économiques dominants.

2° La montée du chômage va continuer, l'hiver est une période défavorable et la reprise économique, même si elle se produit, sera modérée et peut-être de courte durée. Cette reprise de l'activité industrielle et commerciale ne suffira point pour provoquer une augmentation sensible des offres de travail alors que les demandes croissent avec l'afflux des jeunes. Un fait mérite d'être souligné : le gouvernement lie la reprise française à la reprise outre-Rhin ; or, les Allemands pensent maintenant que dans leur pays, la conjoncture ne sera pas très bonne avant le second semestre 1968.

3° Les prix vont monter pour les biens de consommation. Cette troisième « hypothèse » repose sur l'application de la réforme des impôts indirects (T.V.A.). Celle-ci est compliquée ; en gros, il est prévu que les impôts seront plus faibles pour les exportations et pour les investissements et plus forts sur les biens de consommation, donc sur les budgets des familles.

On peut craindre qu'au début de 1968, le rythme de hausse des prix soit à environ 4 à 5 % par an.

Quatre à cinq pour cent, c'est l'augmentation prévue pour les rémunérations des fonctionnaires et des agents des entreprises nationales. La hausse des prix à ce moment-là annulera complètement la hausse des salaires. Dans ces conditions, on voit mal comment l'espèce de trêve tacite entre le gouvernement et ses employés pourrait ne pas être rompue ; elle ne durait qu'autant que celui-ci trouvait le moyen de ralentir la hausse des prix ; s'il n'y parvient pas, la réaction sera brutale. Pour y parvenir, le régime ne connaît guère qu'une solution, dès lors que l'on est sorti du système du blocage des prix : c'est de maintenir la stagnation de l'activité ; car dans ce cas, les producteurs et les commerçants seront

contraints de ne pas répercuter les hausses d'impôts indirects dans les prix.

Et c'est là que se trouve le paradoxe de la situation conjoncturelle : la reprise va être trop faible pour assurer la création d'emplois nombreux et elle sera cependant suffisante pour que les producteurs puissent augmenter les prix.

4° Les impôts vont être lourds. Le gouvernement a reculé la date de perception du troisième tiers et du solde 1967, beaucoup de Français n'ont même pas encore reçu leur feuille d'impôts pour 1967 ; certains ne paieront qu'en décembre ou en janvier ; les versements vont donc presque se cumuler avec ceux du premier tiers de 1968. Evidemment, l'administration pourrait aussi différer ce versement, mais devant la montée des prix, elle ne sera pas encline à le faire.

Choisir sa stratégie

Devant toutes ces menaces et toutes ces atteintes à leur situation, on sent très bien quelle va être la revendication de base des salariés : ils vont concentrer leurs demandes sur le relèvement des salaires et des rémunérations.

Battus par petits paquets, les salariés voudront récupérer si possible d'un seul coup tout ce qu'on leur a repris (hausse des tarifs publics, de la Sécurité sociale, des impôts, des prix...).

Or, cette revendication se trouve être juste non seulement du point de vue de l'équité sociale, mais aussi de l'efficacité économique : *aujourd'hui, la réalisation du plein-emploi passe par un relèvement des revenus salariaux*. Pour accroître l'emploi, il faut en effet augmenter la demande, donc la consommation. Les entreprises ont fait depuis deux ans un effort d'équipement ; elles ne poursuivront que si le marché se réveille.

Le P.S.U., qui donne la priorité absolue au problème de l'emploi, soutiendra donc les actions menées par les agents de la fonction publique, les salariés des entreprises publiques et du secteur privé, ainsi que les retraités et pensionnés.

Un relèvement des salaires ne devrait pas actuellement provoquer une hausse supplémentaire des prix puisqu'il y a des capacités de production disponibles. Si nous prévoyons d'ici à Pâques une accélération de la montée des prix, c'est pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la pression de la demande ; c'est en raison des modifications fiscales et du désir des commerçants de maintenir leur niveau de vie.

Mais il est clair que la recherche du plein-emploi ne reposera pas toujours sur les mêmes moyens. Si une hausse des salaires est possible et né-

cessaire, aujourd'hui (elle serait même tardive), elle ne saurait être poursuivie au même rythme pendant longtemps. Dans le régime actuel, et faute de réformes structurelles, les hausses de revenus finiraient par déclencher une nouvelle étape de hausse des prix. Celle-ci freinerait nos exportations et favoriserait les ventes de produits étrangers aux dépens des produits nationaux ; en bref, elle ralentirait l'activité de nos industries et cela se retournerait à la fin contre le plein-emploi. La bataille pour le plein-emploi passera sans doute en 1969 par d'autres actions, celle d'un budget très différent de celui de 1968 par exemple, ou bien celle d'une relance des exportations, nous ne pouvons encore en préjuger ; ce qui est certain, c'est que seules des réformes profondes permettraient de réaliser en permanence plein-emploi, croissance plus rapide des revenus et stabilité monétaire.

Lier les revendications immédiates et l'action pour des réformes de structures

Le P.S.U., en même temps qu'il apporte sa contribution à la bataille actuelle, doit donc continuer à travailler sur des propositions de réformes structurelles. Ceci pour deux raisons. La première, c'est que dans beaucoup de petites et de moyennes entreprises les problèmes les plus graves des salaires ne seraient guère résolus par une augmentation même forte des salaires et l'augmentation générale de l'activité peut n'avoir aucun effet bénéfique sur des entreprises mal gérées ou réalisant des produits périmés.

La seconde, c'est que le mouvement ouvrier ne peut se résigner à accepter les contraintes économiques actuelles qui dérivent autant de certaines institutions capitalistes ou de certains tabous financiers que des réalités permanentes. A tout moment, il s'efforce donc d'obtenir le maximum de ce qui est possible et en même temps il est amené à mettre en cause les structures actuelles qui limitent le champ de ce possible. Cette seconde action est plus complexe mais elle est indissociable de la première, elle conduit aujourd'hui à remettre en cause le mode de financement et la structure de la Sécurité sociale, le fonctionnement du Marché commun selon des règles libérales, l'appropriation privée des sols, la subordination du secteur public au secteur privé, l'intégration capitaliste de l'agriculture, la mainmise des firmes américaines sur les moteurs de l'innovation et du progrès technique en Europe. □

Chaque semaine lisez :

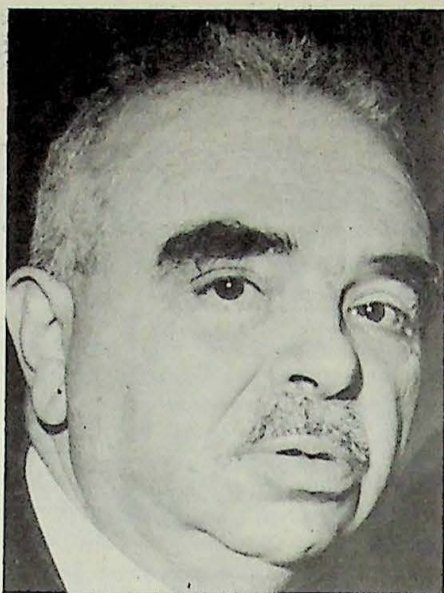
“ Tribune Socialiste ”

□ Pour que la gauche l'emporte renforçons le P.S.U.

L'honorariat et les heures consacrées quotidiennement à la rédaction de mémoires — qui ne seront pas des antimémoires et ne pourraient devenir d'outre-tombe que pour des raisons indépendantes de ma volonté — ne m'empêchent pas de suivre avec la plus vive attention les événements contemporains. Je n'étonnerai personne, je pense, en écrivant que je me sens plus que jamais attaché au P.S.U. et pas seulement pour des raisons sentimentales, mais aussi et surtout parce que les faits viennent chaque jour renforcer mon ardente conviction : l'unité et la cohésion de la gauche passent par le renforcement du P.S.U., dont, je le dis très amicalement à quelques camarades, nous n'accroîtrions pas l'efficacité des idées essentielles, si chacun de nous se mettait à fonder un club, en fonction de ses préférences doctrinales ou de ses affinités personnelles.

L'échec de la motion de censure, dont l'ampleur a dépassé les prévisions les plus pessimistes, confirme avec éclat que ce n'est pas la vaine quête de prétendus « républicains de progrès » plus ou moins (et plutôt plus que moins) imprégnés d'atlantisme, et des controverses sur la place exacte de l'enfer sur l'échiquier parlementaire qui conduiront la gauche au pouvoir. Les désistements réciproques d'U.N.R. et de gaullistes de toutes obédiences, de l'U.D.T. aux giscardiens, avec les « centristes », le bloc des droites sans fissures qu'ont constitué les uns et les autres pour l'élection des bureaux des conseils généraux, les intergroupes qu'ils ont constitués ensemble dans certains départements, ont ouvert bien des yeux.

Ce qu'attendent avec impatience les travailleurs des villes et des campagnes en lutte contre les mesures rétrogrades prises par ordonnances, c'est la définition des solutions de rechange que la gauche au pouvoir saurait appliquer, en déjouant tous les pièges qui lui seraient tendus et en triomphant des embûches que, fidèles à une tradition constante, les privilégiés dresseraient devant elle. Lorsqu'on en a pleinement conscience et qu'on le dit avec force, on ne se contente pas de consolider les positions du P.S.U., on les étend et toute la gauche en profite dès maintenant ou en profitera dans quelque temps.



Elie Kagan

Rien n'a été plus réconfortant pour moi ces jours derniers que la pénétration chaque jour plus forte des J.S.U. de Sceaux parmi les jeunes lycéens et les jeunes lycéennes. La foi dans le socialisme, l'ardeur militante de leurs animateurs, et j'ajouterais, en faisant des comparaisons avec ce qu'était au même âge ma génération, leur maturité, permettent les plus belles espérances et nous prouvent que nos efforts n'ont pas été vains. Peut-être faudra-t-il encore accomplir une plus longue marche que certains ne l'ont parfois cru. C'est possible. J'ai toujours pensé pour ma part que la patience et la ténacité étaient des vertus révolutionnaires aussi nécessaires que le courage.

N'oublions pas que la conquête du pouvoir n'est pas un but, mais un moyen de réaliser nos idées et que rien ne serait plus funeste pour la gauche qu'un gouvernement qui serait nominalement le sien et qui, à quelques nuances près, ferait la même politique que l'U.N.R.

Aussi la priorité, en dépit de toutes les difficultés, doit-elle être accordée à l'élaboration du programme commun et des moyens qui permettront de l'inscrire dans la réalité. Telle a été la position constante du P.S.U. que notre dernier congrès a réaffirmée. Ses décisions acquises, après une large et loyale confrontation démocratique, n'ont pas marqué une rupture, comme l'a indiqué une certaine presse plus soucieuse de sensations que d'objectivité. Elles sont aujourd'hui la loi du Parti et je crois avoir d'autant plus de droit d'en demander à tous l'application qu'il m'est arrivé, comme secrétaire national, d'être minoritaire et que j'ai toujours donné l'exemple de la discipline. Je sais que je serai compris et que nous nous réjouirons tous ensemble du nouveau bond en avant du P.S.U., prélude d'une véritable et féconde victoire de la gauche. □

Edouard DEPREUX.

□ Journée du 21 octobre

Le 21 octobre, à l'initiative de la conférence internationale de Stockholm et des mouvements américains organisateurs des grandes manifestations de la mobilisation de printemps, aura lieu une journée internationale de solidarité avec le peuple vietnamien. Le bureau national du Parti Socialiste Unifié appelle la population à participer aux manifestations organisées dans diverses régions et particulièrement à Paris. Ce faisant, il affirme leur appui aux manifestants américains qui, ce jour-là, tenteront de bloquer l'activité du Pentagone à Washington.

**

La situation des Américains au Vietnam ne cesse de s'aggraver : dans leurs bases militaires et notamment à Da-Nang et à Conthien, dans le delta du Mékong et dans la zone démilitarisée, ils connaissent les plus graves difficultés ; au nord, l'efficacité de la défense antiaérienne de la R.D.V. leur fait subir un échec auquel ils ne s'attendaient pas. Sur le plan politique, la farce des élections au Sud-Vietnam a entraîné une nouvelle dégradation de la position américaine. Au même moment, le F.N.L. faisait un acte politique d'importance en publiant son nouveau programme politique, remplaçant le combat du Sud-Vietnam dans le cadre de celui des peuples opprimés, en lutte contre l'impérialisme.

Cependant, les éléments de crise et de polarisation politique s'accumulent aux Etats-Unis : le mouvement noir trouve en son opposition à la politique des dirigeants américains et en l'affirmation de la solidarité avec le peuple vietnamien un débouché politique qui peut lui permettre d'établir une jonction avec le phénomène colonial et la lutte anti-impérialiste ; le mouvement spécifiquement anti-guerre regroupe désormais des couches plus larges que celles des intellectuels de gauche et adopte des thèmes politiques très clairs qui constituent un réel soutien aux thèses défendues par le F.L.N. et la R.D.V. Les graves remous que connaissent les partis républicain et démocrate traduisent le trouble d'une partie des dirigeants américains devant la guerre du Vietnam.

Enfin, la conférence de La Havane de l'Organisation latino-américaine de solidarité (O.L.A.S.) a montré que le regroupement des forces révolutionnaires contre l'ingérence des dirigeants américains était en bonne voie. Cette conférence constitue un soutien politique essentiel au Vietnam, comme les Vietnamiens l'ont d'ailleurs eux-mêmes déclaré. Il appartient dans ce cadre à chaque mouvement socialiste de décider quelles formes doit prendre son combat en fonction des exigences qui sont celles de sa situation.

Le bureau national du Parti Socialiste Unifié estime nécessaire de trouver à notre soutien au peuple vietnamien un point d'application correspondant à la situation politique de l'Europe occidentale. C'est pourquoi il a proposé aux différents partis socialistes réunis récemment à Bologne de mener une lutte politique européenne pour le non-renouvellement du pacte Atlantique en 1969. C'est à son avis la meilleure façon de soutenir politiquement la lutte du Vietnam en Europe et c'est le sens qu'il donne à sa participation aux manifestations du 21 octobre.

Le bureau national appelle tous les militants et sympathisants du P.S.U. à participer en masse à toutes les manifestations du 21 octobre, qui doivent marquer une nouvelle étape dans l'affirmation de la solidarité du peuple français avec le peuple vietnamien. □

Déclaration du Bureau national du P.S.U.

□ Le "Minute" de la gauche ?

Le *Canard enchaîné* a fait paraître dans son dernier numéro l'écho suivant :

Il y a de gros progrès au P.S.U. : les sept tendances qui, jusqu'alors, se partageaient les masses militantes de ce parti ne sont plus que deux. Il est vrai qu'elles semblent s'éloigner de plus en plus : Desson, Le Foll, Popereu, Letinturier et autres, en fondant l'« Union des groupes de clubs socialistes », s'apprêtent à adhérer à la Fédération, côté Convention et clubs, avec l'idée de jouer l'aile gauche du toutim. Ils aimeraient piquer deux sièges au comité directeur de la F.G.D.S.

Le jeune et brillant Eniacin (c'est ainsi qu'on nomme les petits de Mme ENA) Rocard, secrétaire général du P.S.U. dont l'avènement a fait fuir les autres ; négocie, lui, avec le camarade Guy Mollet.

D'aucuns lui prêtent l'intention, par Mollet interposé, d'adhérer aussi à la Fédération et même de le faire avant ses ex-camarades.

Allons, pas de bousculade !

Il fut un temps où le Canard était un journal juteux et drôle dans la grande lignée des polémistes français. C'était du temps de Maréchal et de Pierre Bénard.

Il fut un temps où ses liaisons avec les cabinets ministériels de la IV^e République permettaient au Canard d'être un journal informé.

Aujourd'hui, le Canard n'amuse que ses rédacteurs et, faute d'avoir des informations, il les invente. Pas sans arrière-pensée.

Devons-nous comprendre qu'il aspire à devenir le Minute de la gauche ? □

Sécurité sociale

Le naufrage de la santé

Michel Leman

Deux nouveaux défis du pouvoir à la santé sont à souligner : le plus spectaculaire — les ordonnances sur la Sécurité sociale — ne devant pas faire oublier que, dans le budget 1968, l'équipement sanitaire et social, avec seulement 2 % d'augmentation réelle, est à la queue du train. (Cf. l'analyse du budget dans T.S. du 21-9.)

Face à ces mauvais coups, quelles réactions se manifestent ? Les plus politisées, c'est-à-dire celles des grandes centrales syndicales et des partis, ne sont pas l'objet de ces lignes qui voudraient commencer l'énumération des actions débutant au sein d'associations plus techniques. Première liste, qui est heureusement incomplète : la commission Santé du P.S.U. diffusera dans T.S., et dans son bulletin de liaison *Santé*, de nouvelles informations à ce sujet (1).

La voix de M. Dolidier

De l'intérieur même de la Sécurité sociale, une voix vient de s'élever publiquement, celle de M. Dolidier, à la demande de la majorité du conseil d'administration de la Caisse primaire de la région parisienne qu'il préside. Conférence de presse, suivie le lendemain d'une conférence d'information à laquelle participaient la C.G.T., la C.F.D.T., les organisations mutualistes et familiales, mais pas F.O., ni la C.F.T.C., ni la C.G.C. M. Dolidier a fait le bilan très positif des vingt années de Sécurité sociale, a imputé le déficit aux énormes charges indues que supporte le régime général, au retard des cotisations patronales et, à un moindre degré, à la consommation abusive. Il a observé que les ordonnances s'étaient inspirées directement du projet établi en 1965 par le Conseil national du patronat français, et que par conséquent les avis demandés aux organisations syndicales et mutualistes n'avaient jamais été suivis; que les ordonnances ôtent au législatif tout pouvoir sur la Sécurité sociale puisqu'elle peut être totalement modifiée par décret du pouvoir exécutif; il déplore que le Fonds d'action sanitaire et sociale échappe aux caisses pour être mis directement à la disposition du gouvernement.

Ensuite, il convient de mentionner le « Cartel national de défense et

d'amélioration de la Sécurité sociale et des prestations familiales » (2) qui, en 1959 déjà, avait mené campagne, avec succès finalement, contre la fameuse franchise de 3.000 A.F. par semestre. Sur les remboursements, son analyse des ordonnances a été une des premières, des plus claires et des plus précises (3). Il appelle à constituer des cartels départementaux — qui existent déjà dans la majorité des départements — locaux et d'entreprise pour un travail d'information qui doit aboutir à une manifestation nationale pour l'abrogation des ordonnances et pour le progrès de la Sécurité sociale. Ces cartels doivent être composés uniquement de délégués d'associations syndicales, familiales, etc., à l'exclusion de représentants de partis politiques.

Celle des organisations spécifiques

La « Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés » se prononce aussi pour l'abrogation des ordonnances dans le vigoureux éditorial de son mensuel de septembre (4). Elle avait mis au programme de son dernier congrès national un rapport de M. Montès « Pour une véritable Sécurité sociale ». Disons au passage que la F.N.M.I.P. est la seule organisation française, avec le P.S.U., à avoir établi un programme général de santé complet et cohérent.

La « Confédération syndicale des familles » participe, avec son point de vue propre, au cartel (5).

Côté médecins, la « Confédération des syndicats médicaux français », qui groupe la grande majorité de ces syndicats, et qui est le seul porte-parole professionnel que reconnaissent les pouvoirs publics, n'est pas en position de réclamer purement et simplement l'abrogation des ordonnances. Celles-ci, en effet, ne portent pas atteinte, *tout au moins sur un plan formel*, aux principes de la médecine libérale : liberté de choix du médecin, liberté de prescription par celui-ci, etc.

La Confédération a notamment déclaré : « Le conseil confédéral, à



Des protestations qui n'attendent pas.

Collombert

l'unanimité, a décidé qu'aucun médecin ne serait désigné par les syndicats pour siéger dans les commissions médicales consultatives créées par le gouvernement, que ce soit sur le plan national, régional ou départemental, tant que la Confédération n'aura pas obtenu des garanties indiscutables sur la constitution, le rôle et le fonctionnement de ces nouvelles instances. (6) » Restera à voir, évidemment, l'importance des « garanties » que saura exiger la Confédération : elles dépendront, naturellement, de la pression plus ou moins vive de sa base dans les mois à venir.

Des protestations d'avant-garde

La force d'une analyse proprement politique des ordonnances manque à la Confédération du fait même de sa position; elle seule peut cependant donner du « punch » aux réactions contre elles, en mettant en lumière le détournement par le patronat, à son profit, de la Sécurité sociale. C'est dire l'utilité de deux associations de médecins de gauche. Le G.E.R.M.M. (7), petit groupe dont l'influence dépasse le nombre, qui mena auprès des médecins une campagne efficace en 1960 pour le conventionnement, a tenu le 10 octobre une conférence de presse pour alerter à nouveau l'opinion (8). Le docteur Goust s'éleva contre le parti pris du gouvernement de ne vouloir considérer que le problème comptable sans s'attaquer en rien à de véritables réformes; il démontra que, même dans cette optique étriquée, cette pseudo-réforme serait inopérante car le retard à se soigner qu'elle va entraîner pour les écono-

miquement faibles entraînera, finalement, des dommages de santé plus graves qui seront plus coûteux à soigner. Il souligna que les ordonnances allaient favoriser le clivage entre une médecine de pauvres, dispensée pour eux dans des hôpitaux publics sous-équipés, et une médecine de riches, à laquelle s'intéressent et s'intéresseront de plus en plus les capitaux privés. Finalement, il conclut que la solution, pour la santé française, implique un changement politique profond qui fasse passer l'humain avant l'économique et non l'inverse.

Le « Centre national des jeunes médecins », dont les membres ont aussi en commun une optique socialiste (9), a publié un communiqué (10) déplorant que les couches sociales les plus défavorisées fassent les frais de la réforme, que ce qui restait de gestion démocratique des caisses disparaisse, que les véritables réformes, notamment celle du coût pharmaceutique, ne soient pas envisagées, et appelant tous les intéressés à réaliser un service national de santé, seule solution globale du problème de la santé.

Le récent congrès des médecins de centres de santé vient de souligner la menace permanente que constitue pour la vie des dispensaires le pouvoir que s'est donné le gouvernement à tout moment d'entraver par décret la pratique du tiers payant.

Le « Comité national de l'hospitalisation publique » (11) regroupe depuis 1964 tous les travailleurs de la santé (médecins, infirmiers, administratifs, etc.). Son but est d'alerter

l'opinion publique sur le danger croissant que fait courir à la santé du pays le sous-équipement scandaleux des hôpitaux publics.

Il prépare une conférence-débat sur le budget 1968, qui continue encore une fois à mettre la santé publique à la portion congrue, et sur les prochaines ordonnances réformant l'hospitalisation publique. On sait déjà que ces dernières instituent des concessions publiques aux hôpitaux privés : nouvel exemple de l'abandon par l'Etat d'une partie de ses fonctions au profit du secteur privé... Ses comités départementaux doivent intervenir auprès des députés avant le vote du budget à l'Assemblée.

Enfin, l'U.N.A.P.E.I. (12) vient de tenir ces jours-ci une conférence de presse pour alerter l'opinion publique sur les graves conséquences des ordonnances sur le sort des centaines de milliers d'enfants français arriérés : risque que la prise en charge des rares privilégiés qui ont pu trouver une place dans un internat ou un externat spécialisé ne soit plus de 100 % ; ralentissement des créations d'établissements nouveaux puisque la part dans celle-ci de la Sécurité sociale va diminuer alors que son président, M. Paul Vernon, estime que la France ne dispose que de 16 % des établissements spécialisés qu'il lui faudrait pour ses enfants arriérés ; le besoin d'ateliers spéciaux pour les arriérés parvenus à l'âge adulte n'est pas moins grand. L'U.N.A.P.E.I. annonce ses journées nationales du 20 au 22 octobre prochain.

Sa place au soleil de la mobilisation

Chacun peut donc trouver sa place dans cette mobilisation forcément encore lente et dispersée, mais dont tout porte à croire qu'elle va s'amplifier dans les mois qui viennent. En vérité, jamais peut-être le régime gaulliste n'était allé si loin dans le sens de la réaction, mais jamais aussi il n'avait pris un tel risque : il pourra, certes, jeter du lest en accordant des aménagements au fur et à mesure que la pression augmentera contre les ordonnances, mais si un front uni sait se développer pour

demander purement et simplement leur abrogation, le gouvernement peut se trouver, dans quelques semaines ou dans quelques mois dans le dilemme d'avoir ou bien à se déjuger si gravement que son prestige sera atteint profondément, ou bien à résister à une vague de mécontentement public sans précédent.

Un indice de cette conscience du risque encouru par le régime est donné par le fait inhabituel suivant : un gaulliste, rapporteur du budget santé devant la commission des Finances, vient de le condamner sans ménagements et le fait repousser par la majorité de cette commission...

Pour terminer sur une note pince-sans-rire, laissons la parole à la très sérieuse Cour des comptes qui, dans son rapport sur l'année 1965, demande que l'Etat cesse « de transformer les caisses de Sécurité sociale en établissements bancaires »... A vous, Pompidou... □

(1) Ecrire Commission Santé du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°. Un groupe de travail Sécurité sociale, émané de la Commission économique et sociale, et de la Commission santé, est en train de mettre au point un contre-projet P.S.U. articulé avec le programme Santé du parti. Le bulletin de liaison Santé est adressé aux membres et sympathisants P.S.U. qui en font la demande à la Commission Santé.

(2) 28, place Saint-Georges, Paris 9°. Président : M. Poinsignon.

(3) Conférence de presse du Cartel le 4 septembre 1967, compte rendu dans « le Monde » du 5 septembre 1967.

(4) « Vers la vie », 54, boulevard Garibaldi Paris 15°.

(5) 54 boulevard Garibaldi Paris 15°.

(6) Communiqué du conseil d'administration de la Confédération, 7 et 8 octobre.

(7) « Groupement d'étude et de recherche pour une médecine moderne » présidé par notre ami le Docteur Goust.

(8) Compte rendu de cette conférence de presse dans « l'Humanité » du 11 octobre et dans « le Monde » du 13 octobre.

(9) « C.N.J.M. », 13, rue Pascal, Paris 5°.

(10) Communiqué publié dans « le Concours médical », 2 septembre 1967.

(11) 23, rue du Louvre, Paris 1°. Président : P. Milliez ; secrétaire général : Docteur Hesse.

(12) « Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés », 28, place Saint-Georges, Paris 9°.

Un cartel au microscope

Jacques Ferlus

Un peu partout en France se mettent en place des cartels locaux de défense de la Sécurité sociale. Si la plupart des organisations qui y participent se sont réjouies de cette initiative, il est clair qu'on ne peut encore parler de résul-

tats spectaculaires. On est même en droit de se demander si action spectaculaire il y aura.

Les diverses organisations ont donné à leurs militants locaux des consignes si strictes, que tout espoir de véritable discussion ou de confron-

tation semble vain, que l'on envisagera difficilement des formes d'action originales.

Dans une commune de la région parisienne, ce cartel est l'occasion de faire asseoir autour de la même table les organisations : C.G.T., C.F.D.T., U.F.F., A.P.F., U.F.C.S., S.N.I., P.C., P.S.U. Cela aurait pu être intéressant. Malheureusement, dès le départ, cela se transforme en une discussion uniquement entre deux syndicats. Les uns veulent élargir le cartel à un maximum d'organisations et de personnalités. Les autres refusent et ne veulent reconnaître que les organisations signataires du cartel national. Alors on discute pour essayer de gagner du terrain sur l'adversaire et néanmoins camarade.

On consacre beaucoup de temps à ces questions de représentativité, on utilise les grands mots : « droits des travailleurs », « intérêts de la classe ouvrière », « front uni des forces populaires ». Des mots et des formules qui garnissent les trois quarts de la réunion, mais desquels on ne sort rien de positif. On peut s'en étonner, on peut même en être choqué, mais on peut aussi se demander s'il est possible de faire différemment en l'état des choses.

Promotion sociale

La maison de Grenoble

Alain Echegut

La Maison de la promotion sociale de Grenoble a ouvert ses portes en octobre 1965, marquant la fin d'un conflit qui s'était développé entre deux courants parmi les fondateurs (le directeur étant nommé le 1^{er} septembre 1966).

Dès que l'on aborde les aspects fondamentaux de l'activité des hommes et de la vie en société, les conflits apparaissent. A Grenoble, le premier courant concevait la promotion sociale essentiellement sous l'angle de la promotion professionnelle individuelle et dans le cadre exclusif des initiatives déjà prises dans la région. Le second courant (dont le concept a prévalu) élargissait le champ de la promotion jusqu'à la promotion collective et la promotion culturelle.

La promotion sociale intéresse les citoyens déjà engagés dans la vie professionnelle ; c'est donc à eux, à travers leurs responsables syndicaux, municipaux, culturels, en collaboration avec l'Université, de prendre en main leur promotion et leur avenir. Le deuxième caractère important de

L'observateur de ces tournois ne peut rester passif. Au hasard des interventions, il se rend compte que même les militants sont bien mal informés sur le contenu des ordonnances ou que, s'ils le sont, ils sont mal éclairés sur leur véritable portée. L'observateur s'aperçoit encore qu'aucune organisation n'est en mesure d'apporter de véritables contre-propositions, qui auraient au moins le mérite d'enrichir la confrontation.

Tout cela est d'autant plus regrettable que, passés les difficiles moments de la discussion, on se réjouira de concert sur l'édition d'un tract d'une grande banalité et sur quelques dizaines de pétitions signées par quelques centaines de personnes. Mais qui pourra dire qu'il a été fait ne serait-ce qu'un véritable travail de formation et d'information des Français ?

Ainsi en est-il dans une commune de la région parisienne, mais est-ce si différent ailleurs ? dans d'autres communes ? dans les entreprises ? Pourra-t-on, pendant longtemps encore, entraîner les travailleurs dans des formes de lutte semblables à celle-ci ? □

cette orientation est que la Maison serve autant à la promotion collective et culturelle (formation des responsables syndicaux, animateurs culturels...) qu'au perfectionnement professionnel des salariés souhaitant leur reconversion ou une promotion dans leur entreprise.

Il est souhaitable de prendre conscience des problèmes globaux (plutôt que de se pencher sur les problèmes strictement individuels) tels que la migration des ruraux vers les activités des secteurs secondaires ou tertiaires des villes où ils sont professionnellement très défavorisés et où ils exercent une influence défavorable à l'ensemble des salariés sur le marché du travail — l'insertion des travailleurs étrangers dans sa région — la promotion féminine actuellement très défavorisée, etc.

La Maison de la promotion sociale entend jouer un rôle actif d'animation. L'avenir de nos régions concerne chacun de nous. □

(Résumé de la conférence de presse du 2 octobre 1967, présidée par M. Bariol, directeur de la promotion sociale à Grenoble.)

Congrès C.F.D.T.

Le rôle politique du syndicalisme

Eugène Descamps

Dans le rapport de synthèse présenté au congrès de la C.F.D.T. qui se tiendra du 9 au 12 novembre 1967, Eugène Descamps aborde le problème des rapports entre les syndicats et les partis politiques, et plus précisément la nature du rôle politique des syndicats. Comme on le sait, une discussion serrée se déroule sur ce thème à la fois dans les syndicats et dans les partis politiques. Aussi avons-nous extrait ce passage du rapport qui nous paraît essentiel quant à la position de la C.F.D.T. sur ces problèmes.

Il est admis que dans un pays moderne et démocratique comme le nôtre, les responsabilités politiques ne sont plus le domaine réservé des institutions et des formations politiques : en particulier les problèmes économiques et sociaux ont pris dans la vie de la nation une importance telle et dans la politique du pays une place si considérable que les groupes, comme le syndicalisme ouvrier, qui ont en charge les intérêts économiques et sociaux d'une partie importante de la population, ont un rôle politique, très différent sans doute de celui qui demeure dévolu aux institutions et aux formations politiques, à jouer dans la conduite des affaires du pays.

Il reste, et cela est capital, que chacun a à prendre une exacte conscience des conséquences de cette affirmation de principe. Il reste que si, bien entendu, l'organisation syndicale doit respecter les choix politiques personnels que chacun de ses adhérents a le droit et le devoir de faire dans le cadre de ses responsabilités de citoyen, il est normal que l'organisation syndicale lui demande d'éviter une trop grande distorsion entre cette option personnelle et les choix qui sont eux aussi à bien des égards des choix politiques, auxquels il a collaboré en tant que syndiqué, au sein de son organisation, et qui peuvent, sans qu'il ait à s'en scandaliser, être différents parce qu'ils sont pris au nom d'intérêts collectifs de caractère spécifiquement économique et social.

La nature du « rôle politique » qui revient au syndicalisme

Il reste surtout à définir aussi clairement que possible la nature de ce « rôle politique » qui revient au syndicalisme dans la société moderne et à mesurer les responsabilités que nous avons, en conséquence, à accepter dans la vie politique. La recherche de cette définition ne constitue qu'un chapitre mais, ainsi que le prouvent les travaux du « groupe de travail idéologique », un chapitre capital du débat qui est maintenant soumis à la réflexion de l'ensemble de l'organisation et dont nous nous mettons en mesure de faire le thème central du congrès confédéral de 1969 : que veut faire le syndicalisme

ouvrier dans notre société industrielle ? Quelle doit être son attitude, quelle stratégie convient-il qu'il élabore ?

En ce qui concerne l'aspect politique de ce débat, les termes dans lesquels il se pose sont clairs et il est facile d'en mesurer toute la portée : la taille croissante des entreprises, le phénomène de concentrations industrielles, l'intervention croissante de l'Etat, la planification française avec à son service des techniques de prévision de plus en plus perfectionnées font que ce sont le gouvernement et le patronat qui font les choix décisifs sur l'économie et fixent ainsi le cadre dans lequel l'action syndicale est contrainte de s'inscrire.

Si nous voulons aller véritablement vers nos objectifs privilégiés et redonner au syndicalisme une autonomie réelle en lui permettant de jouer un rôle actif dans la définition des objectifs à long terme de l'économie, il faut que le mouvement syndical accepte d'analyser les contraintes qui s'exercent sur l'économie française, de proposer des solutions réalisables dans une autre situation politique et économique, enfin de négocier la mise en œuvre de ces solutions avec les forces politiques décidées à créer cette autre situation.

Nous avons le plus grand intérêt, répétons-le, à ce que la gauche parvienne au pouvoir, mais surtout à ce qu'elle y demeure et y mène une politique de gauche. Or, si au préalable les forces syndicales et les forces politiques de gauche ne se sont pas mises d'accord sur le contenu précis et réalisable de la politique économique et sociale que fera la gauche au pouvoir, et s'il n'y a pas eu sur cet accord le consentement conscient de l'opinion, il est certain que, paralysée entre, d'une part, l'élan que donnerait aux masses populaires la victoire de la gauche et, d'autre part, les contraintes qui pèsent sur notre économie et la résistance des forces hostiles, l'expérience de la gauche s'effondrerait rapidement, laissant le champ libre à un retour de la droite au pouvoir.

La mise en œuvre d'une stratégie nouvelle

Tel est l'enjeu aussi au sein de

l'organisation. Des camarades expriment le sentiment que cet enjeu vaut la peine que nous mettions en œuvre une stratégie nouvelle. Celle-ci conduirait le mouvement syndical à trier lui-même les revendications spontanées des travailleurs, en fonction de la vision qu'il se fait de la société future, à construire, puis à négocier avec les autres organisations culturelles, coopératives, gestions de grands ensembles et avec les partis politiques appartenant au mouvement ouvrier ou proches de nous, non seulement les objectifs immédiats mais également ceux qui concernent le futur, enfin à passer un contrat sur cet ensemble, avec les partis, ceux-ci s'engageant, étant au pouvoir, à réaliser les objectifs ainsi choisis. En contrepartie les syndicats s'engageraient à ne pas remettre en cause, par leur action, les possibilités d'atteindre ces objectifs. Bien entendu, le contenu de ces contrats devrait être déterminé à partir d'une évaluation, faite en commun, des possibilités réelles attendues d'un certain nombre de réformes de structures, choisies pour leur signification à long terme et leurs réelles possibilités de réalisation.

S'agirait-il pour le syndicalisme d'aliéner son indépendance et sa spécificité dans un engagement inconditionnel ? Cela, bien sûr, ne serait pas tolérable. Certes, le syndicalisme devrait imposer à lui-même une certaine discipline, il devrait respecter dans son action, non une cohérence économique, mais une cohérence syndicale, c'est-à-dire, compte tenu des réalités économiques d'une part, des actuels rapports de force d'autre part, imaginer et réaliser un type d'intervention syndicale tendant à faire évoluer ces rapports de force dans le sens le plus favorable à ses revendications.

Mais en contrepartie, si l'on peut dire, de cette discipline et de cette cohérence, il n'est pas douteux que le syndicalisme y gagnerait en efficacité, surtout si, enfin, reconnu dans l'entreprise, il avait les moyens d'accroître considérablement sa force et son autorité. Au surplus, les débats et discussions précédant l'éventuel contrat syndicats-partis se déroulant au grand jour, et, l'accord conclu, chacun, si cet accord n'est pas respecté, retrouvant sa liberté immédiate, le syndicalisme finalement garderait sa totale autonomie.

La stratégie du contre-plan

Ces perspectives, que l'on appelle souvent la « stratégie du contre-plan », sont très vivement contestées par un nombre important des militants de la C.F.D.T. Pour ces camarades, une telle stratégie est irréalisable et mystificatrice, car elle suppose la réunification des partis politiques de gauche et aussi la réunification des organisations syndicales ; or, pour bien des raisons et pour fort longtemps sans doute, nous sommes loin de cela. N'y a-t-il pas danger également à trop vouloir tenir compte des « contraintes de l'économie » et

à insensiblement finir par s'enfermer dans le cadre même de la société néo-capitaliste que l'on prétend transformer ? Mais surtout, le respect du contrat par le partenaire politique ne dépend pas seulement de la bonne volonté de celui-ci ; n'oublions pas les aléas de la politique anglaise et au bout du compte le « contre-plan » risque de se réduire à une « contre-assurance » obtenue par les dirigeants de la gauche politique à l'égard des revendications ouvrières. Enfin, il serait redoutable pour le syndicalisme comme pour la démocratie que les « grandes affaires » concernant les travailleurs se traitent au niveau des états-majors politiques et syndicaux, les travailleurs, eux, perdent l'occasion et peu à peu le goût de l'action directe.

Il faut souhaiter que ce débat qui, encore une fois, n'est qu'un aspect du débat plus général sur les responsabilités du syndicalisme dans le monde moderne, soit pris très activement comme thème de réflexion à tous les échelons de l'organisation au cours de ces deux prochaines années, ainsi que l'ont déjà commencé, sur un dossier du secteur politique, un certain nombre, trop peu important, des unions départementales et des fédérations. La réflexion poursuivie dans nos « écoles normales ouvrières » apportera une excellente contribution.

Mais, dès aujourd'hui, des partisans de l'une et de l'autre thèse que nous venons d'esquisser se retrouvent pour considérer que les solutions, traditionnellement apportées par le syndicalisme français au problème de ses relations avec les partis politiques, ne sont pas ou ne sont plus satisfaisantes, et qu'il est urgent que des solutions nouvelles soient imaginées et réalisées, tenant compte à la fois des mutations économiques, sociologiques et politiques intervenues ou en cours, et de la nécessité de sauvegarder l'originalité de nature, la spécificité des responsabilités et l'autonomie de décision du syndicalisme.

Etre activement présents et disposés au dialogue

C'est ce à quoi nous consacrons présentement les efforts que nous sommes bien décidés à poursuivre et à développer. Nous continuons à être activement présents partout où nous jugeons que se mènent des recherches utiles pour une politique démocratique novatrice, pour faire entendre nos exigences et nos perspectives d'organisation syndicale. Nous sommes toujours disposés au dialogue avec les partenaires les plus divers, mais il va de soi, ainsi que nous le disions déjà à notre précédent congrès, qu'étant donné les exigences que nous présentons, en ce qui concerne la conception même de la démocratie, les structures de l'économie à construire, etc. que nos partenaires privilégiés sont, d'un côté les organisations syndicales ouvrières et paysannes qui partagent ces exigences, et d'autre part les formations et cercles politiques de la gauche non communiste. □

C. E. E.

La Grande-Bretagne et le Marché commun

Pierre Mendès France

Nous donnons un deuxième et dernier extrait de la conférence de presse de Pierre Mendès France portant particulièrement sur les problèmes posés par la demande d'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun.

On sait que cette question soulève d'importants débats, au sein de la majorité comme dans l'opposition de gauche. L'avis autorisé de Pierre Mendès France soulève un incontestable intérêt et ouvre des perspectives.

Les problèmes que pose l'hypothèse de la participation de la Grande-Bretagne au Marché commun doivent être traités sans passion, sans préjugés et seulement en fonction de ce que nous voudrions que l'Europe soit. L'Europe doit être un ensemble organisé pour le progrès, pour la lutte contre les crises et les dépressions; la Grande-Bretagne peut-elle contribuer à réaliser cette Europe-là? Telle est la seule question et c'est sur ce terrain que je me placerai.

La négociation concernant l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté est maintenant très engagée. Les ministres des Six vont prendre le dossier dès la fin de ce mois. Tout le monde sait qu'ils ne sont pas d'accord sur le fond. Nous aurons donc une sorte de nouvelle crise à ce sujet vers novembre-décembre.

Pour que la négociation soit sans équivoque, il faut que les Anglais prennent position en toute netteté.

Ils savent bien qu'ils auront à fournir un effort d'adaptation considérable s'ils entrent dans la Communauté. Il faut donc qu'ils exposent clairement dans quelles conditions et quels délais ils entendent le faire en précisant leurs intentions et leurs plans sur des questions nombreuses et complexes que je n'ai pas le temps de traiter aujourd'hui complètement mais que je me propose d'examiner en détail dans une occasion prochaine.

Deux questions importantes

Deux de ces questions toutefois ont une importance particulière; elles concernent le domaine agricole et le domaine monétaire. Je voudrais m'arrêter un instant sur l'une et l'autre.

En matière agricole, les difficultés ne sont pas insurmontables si, du côté continental, on accorde à la Grande-Bretagne une période de transition suffisante (après tout, les

six Etats fondateurs se sont accordés cette période de transition à eux-mêmes et elle n'est même pas encore entièrement écoulee) et si, du côté britannique, on admet le principe de la préférence communautaire, ce qui doit conduire à acheter en Europe même une partie substantielle des approvisionnements alimentaires (ou de l'augmentation future de ces approvisionnements).

Sans doute, cela peut entraîner de petites conséquences sur le niveau des prix en Angleterre si aucune précaution n'est prise. Mais la période de transition devrait précisément permettre d'examiner cette question de près et peut-être de déterminer pour certains produits agricoles des solutions nouvelles intermédiaires entre la réglementation du Marché commun telle qu'elle a été conçue par les Six et le système des *deficiency payments*. Pour ne prendre qu'un exemple, je ne suis pas certain qu'en ce qui concerne la viande, la solution la meilleure ait été retenue à Bruxelles jusqu'ici; beaucoup d'éleveurs français trouveraient avantage à l'application sur le continent d'un régime qui se rapprocherait de celui que les Anglais ont adopté au profit de leurs producteurs et de leurs consommateurs.

Pour l'affaire agricole, c'est donc au total, à mon avis, une question de délai et d'imagination. Si nous le voulons de part et d'autre en toute bonne foi, les moyens d'aboutir peuvent être définis assez aisément.

Le problème monétaire est plus difficile. En tout cas, il est évident qu'une Grande-Bretagne devenue membre de la Communauté, mais obligée, par sa situation monétaire, de pratiquer une politique permanente d'austérité, voire de stagnation, n'apporterait qu'une faible contribution à l'Europe à la recherche de l'expansion, et qu'elle constituerait même un centre de dépression dont les autres membres ne manqueraient pas de subir l'influence.

Eh bien! nous sommes peut-être aujourd'hui en présence d'une très



Jean Rey, président de la commission des Communautés européennes.

grande chance et nous devons la saisir. Ce dont manque le plus la Grande-Bretagne, les Six le possèdent. Ce qui est insuffisant dans l'actuelle Communauté, la Grande-Bretagne en est largement pourvue. Un mariage est donc raisonnable.

Les réserves monétaires

L'Angleterre manque de réserves monétaires. C'est une raison souvent mise en avant dans les milieux gouvernementaux français pour faire obstacle à son entrée dans le Marché commun. Soit dit en passant, nous sommes assez mal placés pour utiliser un pareil argument, alors que notre situation monétaire en 1957 était certainement beaucoup plus critique que celle de la Grande-Bretagne aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que l'Angleterre porte, depuis une vingtaine d'années, le poids d'une dette énorme, d'une dette à vue qui met sa monnaie en péril dès que sa balance des paiements est en déficit même modéré.

C'est un paradoxe que cette monnaie, la plus utilisée en fait dans les transactions commerciales à travers le monde, soit aussi fragile et depuis tant d'années.

Car il s'agit, nous n'avons pas le droit de l'oublier, d'un héritage de la guerre et du combat que l'Angleterre a mené pour notre liberté à tous. Pour amortir peu à peu les dettes alors accumulées, elle en a depuis sans cesse contracté d'autres et son passif est resté à peu près permanent depuis vingt ans.

Elle fait aujourd'hui l'effort le plus acharné pour écarter la menace d'une faillite; elle le paie cher par la stagnation, mais en fait, le monde entier le paie aussi car la Grande-Bretagne, de ce fait, n'est plus « un bon client » ni pour le continent, ni pour les pays en voie de développement.

Or, l'Europe des Six dispose de plus de 20 milliards de dollars de réserves, beaucoup plus qu'il ne lui en faut pour financer ses échanges. Cette stérilisation de moyens de règlement dans une période où quatre continents sur cinq en manquent — et la Grande-Bretagne plus que quiconque — constitue l'une des grandes anomalies de la situation monétaire internationale présente.

Si la Grande-Bretagne faisait partie de la Communauté, le pool européen des réserves dont j'ai suggéré la constitution pourrait contribuer puissamment à la solution.

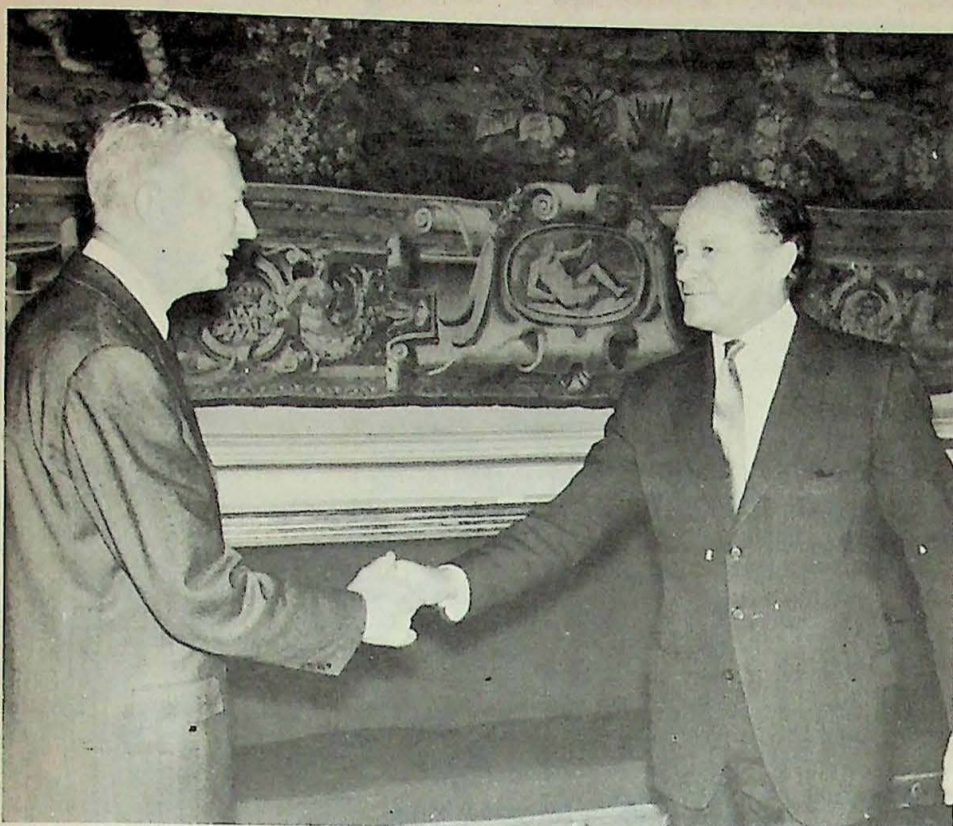
J'ai proposé que chaque pays apporte une contribution en or et en monnaie nationale et que le pool remplisse les fonctions de fonds d'égalisation des changes.

Lorsqu'il aurait été amené à accumuler une certaine quantité d'une monnaie nationale donnée (par exemple des livres sterling achetées pour rembourser des créanciers de la Grande-Bretagne ou en contrepartie du règlement d'achats faits au-dehors par des pays du bloc sterling) le pays débiteur (en l'espèce la Grande-Bretagne) amortirait sa dette en un certain nombre d'années et moyennant un taux d'intérêt raisonnable ainsi qu'il était fait dans l'ancienne Union européenne de paiements.

Cette commodité offerte à la Grande-Bretagne serait la contrepartie des concessions et des disciplines auxquelles nous lui demandons de consentir en application du traité de Rome et des arrangements communautaires postérieurs auxquels elle doit souscrire.

Les continentaux pourraient encore contribuer à consolider une partie des créances étrangères sur Londres en proposant, aux détenteurs de « balances sterling », un emprunt à long terme libellé en une unité de compte attrayante qui pourrait être la monnaie de compte des Etats de la Communauté européenne. Cet emprunt pourrait même, sous certaines conditions, recevoir une garantie européenne ou bien la garantie de la nouvelle Union européenne des paiements à constituer. La Grande-Bretagne amortirait cet emprunt en vingt ou trente ans, par exemple.

Les pays continentaux qui auraient participé à ces diverses opérations obtiendraient une rétribution convenable pour leur assistance financière



Lord Chalfont et Couve de Murville : des réalités moins souriantes.

et feraient ainsi fructifier des réserves complètement stériles pour le moment.

L'européisation du sterling

Enfin, l'européisation du sterling permettrait aux membres de la Communauté de tirer profit des techniques financières très évoluées et très bien équipées de la place de Londres et, aussi, de développer activement leurs opérations commerciales et financières dans plusieurs parties du monde avec lesquelles jusqu'ici ils ont trop peu travaillé. La France, par exemple, ne commerce pas assez avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde. Elle a tout intérêt à accroître ses achats et ses ventes dans ces pays. L'association de la livre — dont on ne doit jamais oublier le rôle dans les échanges internationaux — avec une construction monétaire européenne jetterait un pont entre l'Europe et un grand nombre de marchés qu'elle a ignorés trop souvent dans le passé.

Ainsi les formules ne manquent pas qui permettent, non pas de faire un cadeau à l'Angleterre, mais de réaliser avec elle une véritable coopération, voire une intégration monétaire, tout en faisant bénéficier les pays continentaux d'un élargissement de leur Communauté et d'une augmentation de ses perspectives d'efficacité et de productivité.

La livre, dans ce contexte, tout en restant une grande monnaie du commerce international, ne serait plus une monnaie de réserve. Mais, outre

ce qui peut être dit sur le Gold exchange standard et les monnaies de réserves qui ne me semblent plus correspondre aux nécessités actuelles, je voudrais surtout faire observer ceci :

La livre sterling est encore une monnaie de réserve pour quelques pays parce qu'ils n'ont pas eu le choix et qu'ils ont été plus ou moins obligés d'accumuler des créances sterling. Mais en fait, la livre n'a plus guère joué le rôle de monnaie de réserve activement depuis de nombreuses années déjà. Les réserves monétaires en sterling s'élevaient en 1945 à 30 % des liquidités mondiales; elles ne dépassaient pas 6,5 % en 1965; elles sont certainement très inférieures aujourd'hui. La fonction de monnaie de réserve de la livre est, de toute manière, en voie de liquidation et c'est un fait probablement irréversible.

N'est-ce pas ce que voulait dire lord Chalfont dans son discours, du 15 septembre lorsqu'il s'exprimait ainsi : « Si quelqu'un dans la Communauté... désire changer quelque chose dans les arrangements monétaires, nous sommes disposés à en débattre. Nous n'avons aucun attachement chauvin ou égoïste quant au rôle de la livre en qualité de monnaie de réserve... Si quelqu'un veut y changer quelque chose, nous sommes prêts à en discuter. »

Dans l'hypothèse dont je viens d'esquisser les traits essentiels, ce qu'on appelle habituellement les « liens spéciaux » de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis seraient

complètement transformés. Car ces liens découlent, dans une très large mesure, de la dépendance financière actuelle de la Grande-Bretagne. Chaque fois que la livre a été menacée, et même lorsque l'ensemble des pays bien dotés (les Dix) est venu à son aide, la contribution décisive a été apportée le plus souvent par les Etats-Unis. Si ce facteur venait à perdre une grande partie de sa portée, les conséquences politiques seraient rapidement considérables.

Dès maintenant, les réactions de toute sorte provoquées en Grande-Bretagne par la politique au Vietnam, les efforts du gouvernement britannique pour réduire ses engagements « à l'est de Suez », son refus d'acheter des fusées américaines Poseïdon pour remplacer les Polaris, etc., tout cela témoigne d'une rapide évolution.

Sur le « pseudo »-cheval de Troie

L'argument dit du cheval de Troie, si souvent mis en avant contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, s'appliquerait en vérité beaucoup mieux et beaucoup plus à certains de nos partenaires de la Communauté économique européenne dont l'attachement à Washington est probablement plus fort que celui dont l'Angleterre fait preuve et dont les forces militaires sont plus totalement intégrées dans l'O.T.A.N. que les forces militaires britanniques.

Loin de nous obstiner à dire : « Que la Grande-Bretagne rompe ses liens avec les Etats-Unis et nous reverrons alors notre position à l'égard de sa demande d'adhésion », nous devons faire le raisonnement inverse : « Associons la Grande-Bretagne à l'Europe, proposons-lui un système de coopération monétaire et économique complet et efficace, et nous la verrons alors se dégager de l'emprise extérieure que nous lui reprochons. »

La meilleure preuve que la Grande-Bretagne et son gouvernement ne conçoivent pas la construction de leur avenir dans un assujettissement de plus en plus grand à l'égard de l'Amérique, nous la trouvons dans les multiples avertissements prodigués par le Premier ministre Harold Wilson au sujet de la supériorité technologique américaine dont j'ai déjà souligné les conséquences et la gravité.

J'ai rappelé à mes lecteurs (*) que, depuis 1945, près de 60 % de toutes les grandes inventions techniques ont été le fait de l'Europe sans que l'Europe en ait eu tout le profit. Mais il faut relever que la moitié d'entre elles ont été réalisées en Grande-Bretagne.

Aujourd'hui encore, l'effort financier du Royaume-Uni pour la recherche correspond à 63 % des dépenses consenties par l'ensemble des pays de la Communauté économique européenne. Le nombre des chercheurs qu'elle fait travailler est à peu près égal à 60 % du nombre des chercheurs de la Communauté. Dans les industries de pointe telles que l'électronique, les télécommunications, l'énergie nucléaire et l'aviation, l'Angleterre est beaucoup plus avancée que nous.

Et cependant elle ne se sent pas en état de faire front, seule, à la supériorité américaine. L'association de la technique anglaise et de celle des pays continentaux est donc devenue indispensable pour elle comme pour nous.

Toute tentative d'éviter le problème par le biais d'accords de coopération bilatéraux et partiels ne rencontrera que des succès douteux comme on l'a vu au cours des dernières années, par exemple dans le domaine aéronautique. C'est une coopération systématique, complète, organique qu'il faut rechercher et mettre sur pied — et très vite si possible dans certains domaines comme celui de l'énergie (et avant tout de l'énergie nucléaire) et celui des ordinateurs où précisément l'apport anglais serait déterminant.

L'une des conditions que nous devons poser à l'inclusion de la Grande-Bretagne dans la Communauté résidera : dans un accord sur les brevets, dans un système de protection des inventions et de leur mise en commun sur une base européenne. Les Anglais ont laissé entendre qu'ils n'étaient pas hostiles à de pareilles idées. Il serait important qu'ils précisent de quelle manière ils entendent dans l'avenir faire profiter les pays du Marché commun de leur apport technique.

Seul ce type de coopération permettrait à une Europe élargie de s'ouvrir avec confiance sur le monde extérieur. □

(*) Voir T.S. du 12 octobre.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Moyen-Orient

Le conflit israélo-arabe et la lutte contre l'impérialisme

Simha Flapan

La dernière guerre israélo-arabe (juin 1967) la troisième depuis le jour où l'existence de l'État juif fut proclamé en accord avec la décision prise par l'O.N.U. en 1947, représente l'événement politique le plus grave après la guerre du Vietnam.

Bouleversant l'équilibre des forces et la structure politique du Moyen-Orient, elle a créé de graves problèmes en ce qui concerne l'avenir des populations de cette région et la paix du monde.

Les socialistes du monde entier qui luttent contre l'impérialisme généralisateur de guerres, et contre l'exploitation coloniale, ne peuvent tolérer le développement actuel du conflit israélo-arabe.

Deux tâches leur incombent :

1° Evaluer la portée du conflit. A lui-même et par rapport à la lutte internationale pour le socialisme et la paix.

2° Trouver des solutions précises à proposer.

Les deux analyses possibles

1° Voir en l'Etat juif un avant-poste et un instrument de l'impérialisme dont le but serait de combattre les efforts des peuples opprimés du Moyen-Orient pour se libérer. La lutte sans merci contre Israël serait donc la première étape de la lutte contre l'impérialisme.

2° Considérer l'Etat d'Israël, malgré ses problèmes spécifiques, comme un Etat normal avec différentes classes sociales et tendances politiques qui s'opposent ; un état dans lequel la confrontation entre les forces sociales et réactionnaires est susceptible d'agir sur les affaires intérieures et sur le rôle qu'il tient dans la politique internationale. Ce n'est plus l'existence d'Israël mais celle du conflit israélo-arabe qui présente alors un danger pour la paix et la progression du socialisme. Car l'existence du conflit permet son exploitation par les impérialistes et facilite leur pénétration politique et économique, en détournant les peuples de leur combat contre lui et la réaction sociale. Il engendre le chauvinisme, la haine, les conflits mesquins entre des peuples voisins.

La conclusion est claire

Travailler à la solidarité internationale des socialistes afin de trouver une solution juste et pacifique des conflits nationaux. Toute autre approche ne peut que susciter une dangereuse confession.

C'est pourquoi nous regrettons que la rencontre socialiste de Bologne qui devait « faire converger la lutte de toutes les forces socialistes démocratiques et populaires dans une stratégie unitaire qui visera à frapper l'impérialisme et à affirmer (...) les conditions de paix et de respect des principes de l'autodétermination des peuples » se soit montrée évasive à propos du conflit israélo-arabe. Lorsqu'on considère le choix des participants, et les thèses du secrétaire général du P.S.I.U.P., M. Tullio Vecchiotti, tout ceci semble évident.

Le parti Mapam (socialistes israéliens) n'était pas invité bien qu'il entretienne des relations amicales avec presque tous les participants de cette rencontre. Ce parti, chacun le sait, est engagé sur tous les fronts de la lutte anti-impérialiste. Il participe au mouvement mondial pour la paix ; il travaille dans d'autres organisations similaires, et au comité contre la guerre au Vietnam ; il revendique la neutralisation et la dénucléarisation du Moyen-Orient ; enfin il combat les tendances expansionnistes en Israël et prône une paix fondée sur le respect de la souveraineté et de l'autodétermination de tous les peuples de la région.

Je ne soulève le problème de l'absence des socialistes israéliens que comme un point de principe, car la position officielle d'Israël dans la politique internationale ne peut justifier l'absence de ceux qui luttent pour une nouvelle politique.

Parmi les participants, certains représentaient des membres de l'O.T.A.N. (Italie, Grèce, Espagne, Portugal) d'autres des pays dont la politique extérieure est pro-américaine (ex. : le Maroc).

M. Vecchiotti critique la tendance arabe à résoudre le problème par l'expulsion du peuple juif ou sa destruction et exige la distinction entre l'existence du peuple juif et la politique de l'état d'Israël. Toutefois, le fait que l'on ne s'élève pas contre le refus arabe de reconnaître l'existence



Jérusalem : un des nœuds du problème.

A.F.P.

d'Israël comme un Etat et un peuple à la fois, rend cette distinction dénuée de sens. D'autant plus que M. Vecchiotti paraît avoir fait sienne la conception arabe d'Israël. Il parle du « néo-colonialisme sioniste », d'un Etat « foncièrement colonial coincé dans le sein de la nation arabe » qui a accepté de jouer le rôle de sentinelle avancée de l'Occident capitaliste et impérialiste. Il accuse Israël d'avoir déclenché une guerre d'agression et de mener une politique « d'agression perpétuelle ».

Où est l'impérialisme

Ces qualificatifs employés par les nationalistes arabes pour cacher la faiblesse de leur propre socialisme, sont devenus « monnaie courante » dans maint cercle de gauche européen. Et pourtant, ils sont en profond désaccord avec des faits bien établis et même avec la simple logique.

Si l'on doit donner au terme « colonialiste » quelque explication, c'est celle d'une certaine forme de domination coloniale ou d'exploitation.

Chacun sait qu'Israël ne pratique ni l'une, ni l'autre. Israël ne contrôle les pays arabes ni physiquement, ni politiquement, il ne détient pas leurs matières premières ou ressources naturelles ; il n'y investit pas de capitaux, n'exploite pas leur main-d'œuvre, ne fait même pas de commerce avec eux : bref, il est tout simplement absent dans les Etats des Arabes, à cause de leur boycottage économique et politique.

Quel genre de colonialisme est-ce donc là ? De plus, pourquoi l'Occident où l'impérialisme américain auraient-ils besoin d'Israël pour bas-

tion, quand leur présence dans le monde arabe est déjà si effective : en effet ils y possèdent des bases militaires, monopolisent la presque totalité du pétrole et des autres ressources naturelles, contrôlent presque tout le commerce, fournissent la plus grande part de l'aide économique, technique et militaire.

Comment peut-on, dans ces conditions, dire que Israël entrave l'avance du socialisme dans le monde arabe ? Israël est-il responsable des difficultés du régime républicain au Yémen, Israël empêche-t-il la nationalisation du pétrole au Koweït, en Irak et en Arabie Saoudite. Empêche-t-il l'affectation de ces ressources considérables (plus de \$ 5 milliards par an) au développement économique et social du Moyen-Orient ? Israël fait-il obstacle à d'éventuelles réformes agraires en Syrie et en Egypte, à leur développement industriel et à la démocratisation de leurs régimes ? Freine-t-il la révolution sociale en Algérie, au Maroc ou en Tunisie ?

Il est évident, ainsi que M. Vecchiotti le suggère avec justesse, que la réaction arabe et l'impérialisme se servent d'Israël pour faire manœuvre de diversion. Ils entretiennent le conflit israélo-arabe par une campagne, répandant la haine et la peur. L'impérialisme profite des conflits entre les peuples du Moyen-Orient en les engageant dans une course aux armements qui à son tour aiguise et envenime les conflits. Ce qui est incompatible avec la lutte des pays en voie de développement qui mènent une bataille désespérée contre la pauvreté, la féodalité et l'héritage du colonialisme.

Les devoirs des socialistes

Dans ces conditions les socialistes auraient dû commencer par priver les puissances impérialistes de ce moyen d'intervention en mettant fin au conflit israélo-arabe par une solution pacifique qui respecterait le bon droit des deux parties. Comme l'on sait, de nombreux socialistes en Israël ont reconnu les droits légitimes des Arabes, et sont prêts à entamer un véritable dialogue. Malheureusement ils n'ont pas trouvé d'interlocuteurs. Les socialistes arabes — avec ou sans guillemets — non seulement ne purent trancher entre un nationalisme réactionnaire et une vraie libération nationale, mais exaspérèrent le chauvinisme en présentant dans un slogan la guerre totale contre Israël comme étant de première urgence et comme une lutte contre l'impérialisme.

Voilà les vraies causes de la guerre de juin 1967.

La genèse de la guerre

Sous prétexte d'une attaque contre la Syrie — accusation jamais vérifiée ni confirmée par les observateurs de l'O.N.U. — la mobilisation du monde arabe contre Israël, commença : concentration massive de troupes égyptiennes le long de la frontière israélienne, retrait des casques bleus, blocus du golfe d'Akaba, pacte militaire entre la Jordanie et l'Égypte, appel à la guerre sainte auquel les leaders arabes « pro-occidentaux » (Husseïn, Fayçal, Bourguiba, Hassan II) se sont hâtés de faire écho.

La logique de la « guerre sainte » a conduit d'un supposé affrontement entre Israël et les Arabes réactionnaires d'une part, et les Arabes révolutionnaires de l'autre, à une alliance des pays arabes — « révolutionnaires » et réactionnaires — contre Israël.

Aujourd'hui, à cause de l'effondrement des forces arabes et de l'occupation des territoires arabes par Israël, on est enclin à juger les origines de la guerre par ses résultats.

Cette même logique pourrait amener à dire que ce n'est pas Hitler qui entreprit la Seconde Guerre mondiale mais les alliés puisqu'elle aboutit à l'occupation de Berlin !

L'important, c'est ce que les deux parties ont déclaré avant la guerre comme étant leurs objectifs. Ceux des Arabes furent définis par Nasser en ces termes : « Depuis plusieurs années, de nombreux doutes s'élèvent sur nos intentions envers la Palestine... Nous attendions le jour où nous serions fin prêts... Ces derniers temps nous nous sommes sentis assez forts pour que, dans le cas d'une guerre contre Israël, nous soyons vainqueurs avec l'aide de Dieu... À partir de là, nous décidâmes d'agir réellement... L'investigation de Charm el-Cheikh signifiait que nous allions affronter Israël et nous y étions prêts... Un conflit armé entre

la R.A.U. et Israël est inévitable. La bataille sera générale et notre objectif de base sera la destruction d'Israël (26-5-67, d'après le texte du discours prononcé par le président Nasser au Conseil central de la Confédération internationale des syndicats arabes).

Les objectifs d'Israël étaient aussi très clairement formulés : assurer sa souveraineté et son droit de navigation et éloigner la menace d'une invasion. Les résultats de la guerre ont largement dépassé ces objectifs. Israël se trouve aujourd'hui contrôlant des territoires qu'il n'avait pas convoités avant la guerre et une population qu'il n'entendait pas gouverner.

Les conséquences de la guerre

La guerre a poussé les partis vers la droite. — Dans la R.A.U. la tendance à des réformes socialistes est mise en danger par un coup d'État des frères musulmans et des généraux pro-américains. — Le choc de la défaite a rendu les esprits plus réalistes mais a aussi créé un désir de revanche. La Syrie et l'Algérie veulent transformer la région en un deuxième Vietnam.

En Israël, le choc de la victoire venant après une menace mortelle, a soulevé une euphorie que la Rafi et la Herut essayent de transformer en une politique expansionniste.

Le Mapam a proposé un plan de paix qui tend à satisfaire les principales revendications de tous les intéressés : paix et sécurité pour Israël, restitution de la Cisjordanie conformément aux droits des Arabes palestiniens, retour à la souveraineté des Égyptiens et des Syriens sur leurs territoires aujourd'hui occupés, moyennant la démilitarisation et certaines rectifications nécessaires à la sécurité, coopération pour résoudre le tragique problème des réfugiés, perspective d'un Moyen-Orient neutriste, fédéraliste et socialiste. Dans ce cadre aussi, les remaniements irréversibles à Jérusalem et à Gaza cessent d'être des obstacles à la paix. Le Mapam reste au gouvernement qui est un gouvernement de guerre représentant toutes les tendances politiques d'Israël, de façon à lutter pour une solution constructive et progressiste et à ne pas laisser aux éléments de droite le pouvoir de décider.

L'espoir

Mais cette lutte pour une solution progressiste ne peut être résolue en Israël seul ; ce n'est que par un dialogue avec les vrais socialistes arabes que pourront être sauvées les perspectives de paix et de socialisme au Moyen-Orient. □

● Simha Flapan est membre du bureau politique et délégué européen du Mapam, Israël.

Appel

Association médicale franco-vietnamienne

L'Association médicale franco-vietnamienne a tenu sa première réunion d'information le 3 octobre, en présence d'éminentes personnalités du monde médical et de M. Mai Van Bo, délégué général de la République démocratique du Vietnam à Paris.

Le professeur agrégé Roussel, président, a précisé que l'Association s'était créée pour fournir une aide morale et matérielle aux services de santé vietnamiens. Il a dressé le bilan des expéditions déjà effectuées vers la R.D.V. et le service de santé du Front national de libération du Sud-Vietnam.

Successivement, les docteurs A. Behar, M.-F. Kahn et J.-M. Krivine, au retour de missions d'enquête en R.D.V. et dans les zones contrôlées par le Front national de libération, ont décrit les résultats de l'escalade américaine sur les structures sanitaires du pays. Ils ont, d'autre part, montré comment le corps médical vietnamien accomplit avec efficacité son travail dans des conditions difficiles, sans négliger pour autant les tâches de formation et de recherche médicale originale.

Avant la projection du film de Roger Pic, « Malgré l'escalade », le professeur agrégé Roussel a lancé un appel en vue de développer les moyens et les ressources de l'Association.

Ceci est possible, de 4 façons :

1° En versant à l'Association (C.C.P. 40-70 Paris) des sommes qui

permettront d'acheter et d'expédier du matériel de soins et de recherche médicale, des pièces de rechange, des réactifs.

2° En envoyant (13, rue Payenne, Paris-3^e), des médicaments et instruments.

En raison des difficultés d'acheminement, nous souhaitons recevoir exclusivement des médicaments et matériels que nos confrères vietnamiens nous ont demandés, et dont la liste peut être fournie. Cette liste est limitative, mais de grandes quantités, surtout des produits de base, sont nécessaires.

3° En nous adressant des livres médicaux et scientifiques récents.

4° En prenant en charge directement l'acquisition ou la collecte de matériel scientifique, de pièces de rechange et de réactifs. Cette possibilité d'aide vise évidemment plus les laboratoires, les groupes déjà constitués, les unités et services de C.H.U., les dispensaires, etc. Sur demande, nous vous adresserons une liste, et vous nous préciserez quel matériel vous pensez pouvoir prendre en charge. Dès lors, ce que vous aurez choisi sera rayé de la liste et il vous incombera de vous procurer le matériel ainsi choisi.

La commission sûreté du P.S.U., quant à elle, va adresser à tous les secrétaires de section, en commençant par la région parisienne, des suggestions sur la manière de collecter médicaments et instruments chez les médecins, infirmières, pharmaciens de leur secteur. □

Tous et toutes

**le 21 octobre à 15 h
à la manifestation de**

**SOLIDARITÉ AVEC
LE PEUPLE VIETNAMIEN
à la République**

Rassemblement place de la République. Le défilé se fera par le boulevard Beaumarchais jusqu'à la place de la Bastille.

Adhésion

Jean Chaintron adhère au P.S.U.

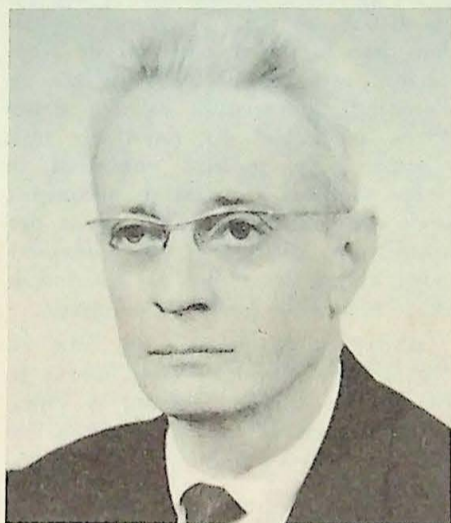
Michel Rocard a reçu la lettre suivante de Jean Chaintron, que nous sommes heureux d'accueillir parmi nous :

Cher camarade,

J'adhère au Parti Socialiste Unifié. J'ai cru toute ma vie et je crois encore que le socialisme donne aux maux et aux craintes dont souffre le monde les explications et les solutions satisfaisantes. S'il tarde à le réaliser, c'est parce que les forces populaires qu'il anime sont opposées en raison de tendances subjectives au lieu d'être unies pour l'essentiel.

Puisque le Parti Socialiste Unifié a pour vocation de les unifier, puisqu'il a prouvé que c'est possible en se constituant d'éléments des diverses tendances du socialisme, puisqu'il agit pour une réunification durable en s'efforçant de la fonder non sur des approximations politiques mais sur un programme clair, concret, moderne et humain, j'adhère au Parti Socialiste Unifié en vous adressant mes amicales salutations.

Signé : Jean CHAINTRON.



Qui est Jean Chaintron ?

Fils aîné d'une famille de neuf enfants, dans la banlieue lyonnaise; son père était employé S.N.C.F. A 16 ans, il entre comme perfectionnement ajusteur-mécanicien dans une petite usine métallurgique de Lyon; il devient ouvrier qualifié, puis dessinateur technique.

Dès 1928, Jean Chaintron s'engage dans le syndicalisme et occupe des responsabilités à l'U.S.T. (Union des syndicats de techniciens); il doit prendre le pseudonyme de Barthel afin d'éviter la répression patronale. En 1931, au retour d'un voyage d'information en Union soviétique, il est licencié de son emploi. Il adhère alors au parti communiste.

Successivement délégué national à la propagande du « Secours rouge international », directeur du journal de cette organisation, la *Défense*, secrétaire à l'organisation Paris-ville du P.C., candidat communiste aux élections municipales dans le quartier de Charonne, Jean Chaintron participe aux campagnes en faveur de Dimitrov et des antifascistes allemands; aux côtés de Gabriel Péri, il se rend en Indochine pour obtenir l'amnistie des condamnés politiques vietnamiens.

En 1935, Jean Chaintron est envoyé en Algérie comme instructeur du comité central; il y proclame la légitimité du sentiment national du peuple algérien et de ses aspirations à la liberté et à la dignité humaine. Dans la circonscription de Bab el-Oued, il est candidat du parti communiste lors des élections du Front populaire. Son activité le fait condamner trois fois par les tribunaux d'Alger à un an de prison; il regagne la France pour y vivre dans l'illégalité sous le coup d'un mandat d'arrêt.

En janvier 1937, Chaintron se retrouve en Espagne, dans les Brigades internationales où son jeune frère vient de trouver la mort. Il devient commissaire à l'état-major de la 15^e brigade et participe notamment à la bataille du Jarama.

Devenu membre du comité central du parti communiste en décembre 1937, Jean Chaintron accomplit dans la clandestinité la tâche d'instructeur auprès des organisations de jeunesse; mobilisé en 1939, passé

en Angleterre après Dunkerque, il revient en France et entre aussitôt dans la Résistance. Les missions qu'il remplit lui valent d'être arrêté et de comparaître en novembre 1941 devant le tribunal spécial militaire de Montluc à Lyon. Jean Chaintron est condamné à mort puis voit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Tandis qu'il aura la douleur de voir sa femme déportée à Auschwitz dont elle ne reviendra pas, Jean Chaintron passe plusieurs années dans les geôles militaires, dont il ne parvient à s'évader, après plusieurs tentatives infructueuses, qu'au début de 1944.

Le commandant François (alias Chaintron) participe aux combats de la Libération dans la Dordogne, la Creuse, la Corrèze et particulièrement à Limoges. Commandant des F.F.I., médaille de la Résistance, il est nommé préfet de la Haute-Vienne par le gouvernement provisoire en septembre 1944.

Successivement directeur du cabinet du ministre d'Etat Maurice Thorez, puis, à partir de 1948, sénateur de la Seine et secrétaire du groupe communiste du Sénat, Jean Chaintron connaît alors de nombreuses difficultés au sein de son parti quand il entend critiquer les positions de celui-ci en cette période de guerre froide. Accusé de « déviationnisme », il se voit retirer son mandat de sénateur et il est exclu du parti communiste en 1960.

Longtemps animateur du « Débat communiste » aux côtés de Marcel Prenant, membre dès sa fondation du comité d'initiative de la Rencontre de Grenoble, Jean Chaintron était depuis de nombreuses années un ami du P.S.U. qui est heureux de le compter aujourd'hui dans ses rangs.

 Conseils généraux

D'un département à l'autre

Nous ne cesserons ici de dire que la gauche ne gagnera durablement du terrain, que dans la mesure où ses alliances, comme son programme seront clairs. Les faits que nous citons, ne nous paraissent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, participer de cet état d'esprit. Nos correspondants nous communiquent en effet :

Haute-Garonne : A Toulouse, M. Baudis, ancien député indépendant, premier adjoint de Bazergues (maire S.F.I.O.) défendait son siège contre M. Estrade, candidat de la convention, suppléant de André Rousselet, député (convention F.G.D.S.), élu aux dernières législatives. Malgré le désistement des communistes pour M. Estrade au 2^e tour, et l'appui de François Mitterrand, venu soutenir son candidat, Pierre Baudis l'emporte. Autour du Capitole, on s'interroge sur l'attitude des électeurs socialistes, et sur les « conseils » qui leur ont été donnés.

A Saint-Gaudens, le conseiller sortant S.F.I.O.-fédération, se mesurant au second tour, à M. de Ber-

trand Pibrac, sans étiquette, mais suppléant d'Hyppolite Ducos, député radical F.G.D.S. Il perd son siège, mais pas la fédération. En effet, le nouvel élu n'a pas manqué d'adhérer au « groupe des fédérés » où il a été admis sans discussion.

La confusion règne donc, comme le souligne lui-même M. Rousselet, député conventionnel. Quand comprendra-t-on qu'il faut en finir définitivement avec de pareilles pratiques.

Seine-Maritime : L'investiture accordée par la fédération à M. André Marie, pour ces élections cantonales, avait déjà surpris. Mais ce n'était que le début. Aux élections du bureau du conseil général, André Marie était le candidat de la F.G.D.S. à la présidence du conseil général... et les élus communistes ont voté pour lui au nom de l'unité de la gauche. André Marie, champion de l'Algérie française, et antilaïque convaincu, est devenu le porte-parole de la gauche dans le département. Quelle dérision ! □

 En Bref

● Un bon départ pour la *commission Entreprises de la Haute-Garonne*. — Le samedi 14 octobre, des syndicalistes, membres du P.S.U., appartenant à des centrales diverses (C.G.T., C.F.D.T., F.E.N.), ont échangé leurs expériences au cours d'une réunion animée par Jacques Ropars, membre du bureau fédéral. L'action à Toulouse contre les ordonnances gouvernementales sur la Sécurité sociale paraît assez bien partie dans un certain nombre d'entreprises. L'heure semble être venue pour une action propre et politique du P.S.U. sur les lieux de travail pour l'abrogation des ordonnances et pour des propositions précises d'une politique socialiste de la santé. Abraham Behar, membre du C.P.N., est venu expliquer les positions nationales du P.S.U. dans ce domaine.

● Dans la *Seine-Maritime*. — La commission exécutive, réunie le 7 octobre, a procédé à la désignation du nouveau bureau fédéral. Robert Dubreuil en est le secrétaire, assisté de Daniel Héroult et Patrick Gancel; Maurice Huet, Michel Jannot, Christophe Wargny, Pierre Leborgne complètent l'équipe fédérale.

Le bureau fédéral a tenu à démentir de la façon la plus formelle l'information suivant laquelle son secrétaire ou un quelconque membre du bureau fédéral aurait donné

son accord au communiqué publié sous le nom d'« Union des groupes et clubs socialistes ».

● Dans la *Drôme*, le Centre d'études socialistes de Valence a tenu, le 14 octobre, sa réunion de rentrée. Michel Nercessian a exposé le programme de travail pour l'année. Jacques Malterre, membre du bureau national, a répondu aux nombreuses questions posées par l'assistance au sujet des ordonnances. Dans l'après-midi, une réunion de travail avait groupé autour du représentant du B.N. et d'André Didier, secrétaire fédéral, les membres du P.S.U. à Romans.

● Un bon week-end de travail de la *VI^e section de Paris* s'est tenu à Poissy les 14 et 15 octobre. Travail en commissions puis exposés et discussions animés par Pierre Naville, Jacques Malterre et André Duquesnes.

● Dans les *Hauts-de-Seine*, Charles Picant a été élu secrétaire fédéral en remplacement de Georges Gontcharoff trop pris par ses charges nationales.

● En *Meurthe-et-Moselle*, Jacques Malterre animera, samedi prochain 21 octobre, une réunion de travail sur les problèmes de l'emploi et des ordonnances.

Livres

Le syndicat dans l'entreprise

Rémy Grillault

L'entreprise française est un lieu fermé. Une fois franchies, ses grilles s'ouvrent sur un monde où la démocratie n'a pas droit d'entrée. Telle est la réalité sociale de l'industrie en France dont les militants syndicalistes font chaque jour la dure expérience. Elle est décrite de façon remarquable dans le petit livre de Hubert Lesire Ogrel : *Le Syndicat dans l'entreprise* (*). L'auteur, ancien chef du service juridique de la C.F.D.T. dirige actuellement une fédération de cette centrale. Sa position d'expert du droit du travail et de militant lui permet ainsi d'éclairer de façon vivante le décalage entre le droit et la réalité, qui fait que la loi déjà souvent insuffisante ne se trouve respectée que dans un peu plus d'un cas sur dix.

Une institution bien établie ?

A la différence de ce que l'on pense généralement, le syndicalisme n'est pas dans notre société une institution stable bénéficiant d'un statut clair. Il se voit refusé à la base une existence normale. Et c'est là le paradoxe essentiel : des voix bien intentionnées pour lesquelles le problème ouvrier est aujourd'hui résolu, convient le syndicalisme à se comporter en « partenaire social responsable » au niveau de la planification et de la politique des revenus, lui donnent des sièges dans les organismes officiels, mais dans le même temps lui refusent hypocritement les conditions normales d'existence au niveau élémentaire (et pourtant vital pour lui) de l'entreprise. C'est le refus du droit de cité au syndicat, avec des nuances selon la mentalité patronale, qui domine donc la réalité industrielle en France et qui s'exprime dans une « guerre de tranchées » incessante.

Petits et grands monarques

Ce refus prend ses formes les plus vives dans les régions sous-développées. Imbus de l'importance de leur rang social, bénéficiant d'une position de force en désert économique, les patrons, petits potentats de la vie provinciale, font la chasse au syndicat : le droit de se syndiquer reconnu dans la Constitution, est mis en cause par la menace (parfois de fermer l'usine) l'intimidation, le licenciement, le paternalisme social.

Le refus du syndicat est aussi le fait des grandes entreprises modernes, du type Citroën, Simca ou Michelin, qui se placent au-dessus des lois du fait de leur poids écono-

mique, de l'importance de la main-d'œuvre employée, de leur influence politique. Les syndicalistes, délégués du personnel, membres élus du comité d'entreprise y sont quotidiennement brimés, humiliés professionnellement et très rapidement licenciés. Les « syndicats maisons » court-circuitent les organisations représentatives.

Le bien commun de l'entreprise est considéré comme un élément du bien commun de la nation, le profit est la valeur suprême auquel les hommes doivent se plier. Le syndicat est alors nuisible car il fausse le jeu de la concurrence et conteste la « nécessaire autorité » du chef d'entreprise, seul responsable et seul détenteur du profit. La politique de violation délibérée de la loi qui en découle, s'avère parfois payante : à Rennes par exemple, aux dernières élections syndicales chez Citroën, on a compté 40 votants sur 6 000 salariés.

Insuffisance du droit du travail

Ce refus systématique du syndicat repose pour une part sur la faiblesse et l'insuffisance de la législation actuelle, si bien que la vie syndicale quotidienne est faite d'actes illégaux. De plus, le refus général de négocier du patronat, sous prétexte qu'il existe déjà des organismes représentatifs du personnel (que l'on s'efforce, par ailleurs, de rendre inopérants) et qu'il ne faut pas faire de discrimination entre syndiqués et non-syndiqués, enlève toute possibilité d'action véritable au syndicat.

Les deux points névralgiques

Cette situation anachronique comparée aux autres pays du Marché commun repose en définitive sur deux fondements juridiques qui permettent la lutte antisyndicale : *le pouvoir dans l'entreprise et la rupture du contrat de travail*.

Les « trois pouvoirs » reconnus au chef d'entreprise lui permettent légalement de vider l'activité syndicale de son contenu : le pouvoir législatif (c'est-à-dire l'édiction du règlement intérieur) retire au syndicat les modalités concrètes d'implantation, d'expression et d'action. Le pouvoir disciplinaire est une trace de justice privée dans notre droit. Le pouvoir de commandement enfin, s'il n'est pas contrôlé, est discutable du fait de ses détournements et de son absolutisme.

L'ordre juridique camoufle ainsi des situations où l'arbitraire peut jouer à plein. H. Lesire Ogrel dénonce à juste titre le caractère conservateur des juges qui ont toujours défiguré l'intention progressiste du législateur. Cette attitude rétrograde des juges qui se conjugue avec le combat d'arrière-garde mené par le patronat se retrouve au sujet du licenciement. En effet, la liberté de rupture par le patron est le principe ; l'employeur n'a pas à fournir de motif de licenciement. La propriété privée des moyens de production et le droit de l'employeur sur son entreprise sont donc au-dessus des lois.

Réforme de l'entreprise

La liberté syndicale, dans ces conditions, ne peut être assurée que par la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise, telle que l'ont proposée les centrales C.G.T. et C.F.D.T. L'acceptation du fait syndical à la base, consacrée légalement doit se traduire par une plus grande démocratie dans l'usine. Au-delà de cette réforme minimale, c'est le sta-

tut de l'entreprise capitaliste qui est en cause : la discipline industrielle, la détermination des salaires et des conditions de travail doivent échapper à la seule initiative de l'employeur. Ces réformes de structure ne peuvent réussir que si dans le même temps sont réformés le contrôle judiciaire et l'inspection du travail. La non-acceptation de l'entreprise telle qu'elle est, reste le moteur de la lutte syndicale, sans lequel le mouvement ouvrier risquerait, en servant de caution, de se trouver muselé dans les chaînes dorées de l'intégration.

« Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine, nous ne pourrions avoir la république dans la société ». Cette phrase de Marc Sangnier peut servir de conclusion à ce riche, efficace et généreux, dont la lecture est facilitée par de nombreux exemples précis prouvant que les idées avancées ne sont pas des hypothèses d'école, mais touchent bien un des points cruciaux de la lutte sociale d'aujourd'hui. □

(*) *Le syndicat dans l'entreprise*. H. Lesire Ogrel, collection « Sociétés » (Le Seuil), septembre 1967.

Le Nord

Abraham Béhar

A tous ceux qui dépeignent le néo-capitalisme français comme une société d'abondance, où les seuls problèmes sont ceux de la consommation.

A tous ceux qui célèbrent déjà la disparition du prolétariat.

A tous ceux enfin qui nient la régionalisation du sous-développement français, ce livre vient calmement, raisonnablement, scientifiquement, démontrer le contraire.

Juliette Minces a fait un bon et solide travail, agréable à lire de surcroît, sans fioritures et sans concessions.

Le Nord, qu'on le veuille ou non, avec ses 3.900.000 habitants, troisième concentration industrielle de France, c'est la région où 80 % de la population active est salariée et où la proportion des cadres ou employés est la plus faible (20 % contre 45 % dans la Seine).

La main-d'œuvre est peu qualifiée et les salaires très bas.

Le Nord, c'est la zone record de la sous-scolarisation, du sous-développement culturel (Lille au 15^e rang des 17 académies pour la proportion d'étudiants : 2,25 % des habitants), à mettre en parallèle avec un autre triste record : le Pas-de-Calais est au 76^e rang des départements pour le taux des salaires féminins.

Le Nord, c'est aussi le record des non-réalisations sociales : 7 crèches

pour le département (6 pour le Pas-de-Calais) ; 10 centres de protection maternelle et infantile (selon les normes nationales, il en faudrait 70...).

Le Nord, enfin, devient le triste champion du chômage et de l'exode des salariés vers des lieux plus cléments.

Visitant les « courées » et les « corons », Juliette Minces découvre pour nous bien d'autres caractéristiques : peu de travailleurs vont en vacances, peu achètent de la viande, beaucoup de mineurs sont terrassés par les maladies professionnelles.

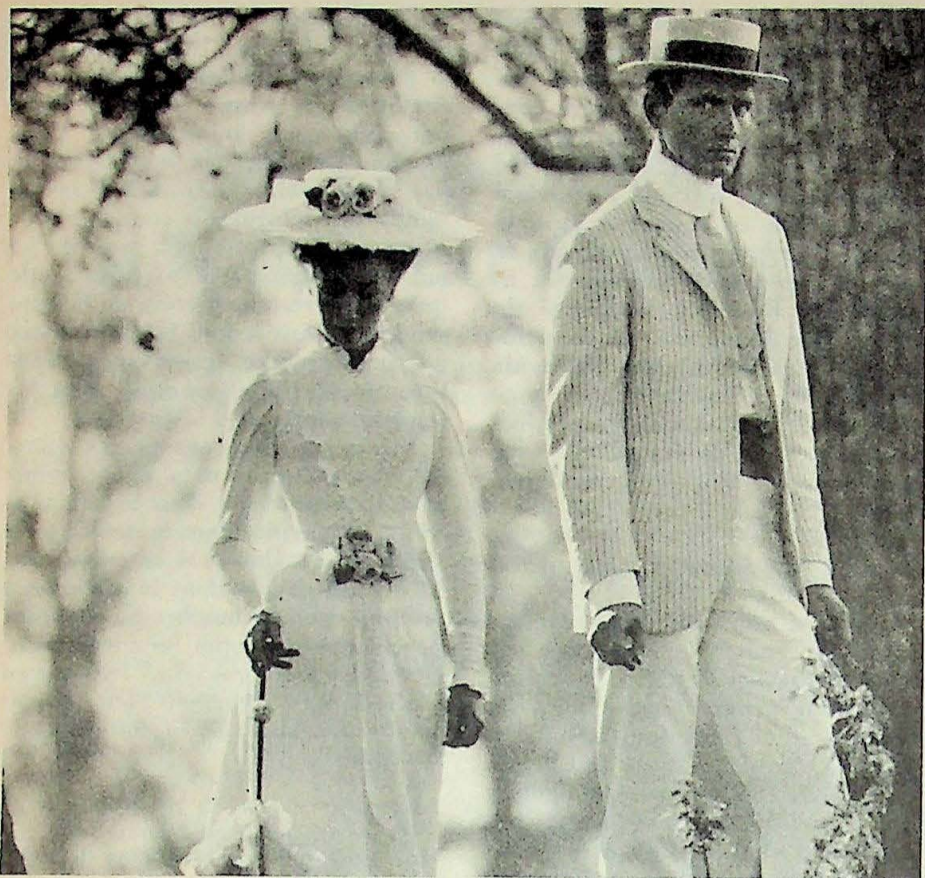
Ce livre est vrai, et si cette vérité est triste et laide, il n'empêche qu'elle reste la meilleure arme pour tout militant socialiste.

On peut cependant regretter l'absence d'une étude des forces politiques et syndicales, l'absence d'un bilan des méfaits de la social-démocratie (la plus archaïque et la plus réactionnaire de France).

Néanmoins, ainsi conçu, ce livre doit constituer un guide dans l'action pour tous nos camarades de cette région.

Il ne suffit pas en effet de faire un diagnostic, mais il faut aussi proposer les éléments d'une solution radicale aux problèmes du sous-développement du Nord. □

Le Nord - Juliette Minces (Maspéro).



Augustin Meaulnes et Yvonne de Galais : une coupe « Bodygraph ».

Cinéma

Le grand Mou

Jean Helms

Rien de plus difficile que le restituer l'atmosphère pudique et trouble de nos classes d'adolescents telle que le décrit « le Grand Meaulnes ». Depuis « Zéro de conduite », on compte en France sur les doigts de la main les réalisateurs qui y sont parvenus. Assurément, le film d'Albicoco n'a pas droit de cité dans cette marelle cinématographique où l'on entre, comme Jean Vigo, à cloche-pied (1).

Et puis, « le Grand Meaulnes » ce n'est pas un livre comme les autres. A travers la grisaille des caractères imprimés et des paysages brumeux de Sologne monte une sorte de buée où se reflètent des cahiers dormants et des encres séchées ; c'est tout juste si l'on se permet dans ce décor austère la fine ligne rouge de la

N.R.F. sur la couverture du livre d'Alain-Fournier.

Imprudemment, Albicoco a mis, comme à l'ordinaire, de l'or et de la splendeur là où on attendait le mystère d'une école d'autrefois. En plus, et c'est l'aspect le plus gênant du film, il a fait enfler les culottes de vauriens à de grands niais visiblement mieux faits pour la coupe « Bodygraph » de la Belle Jardinière qui a fâcheusement collaboré à ce film. Pour être grand, il est grand l'Augustin aux yeux trop insipides pour découvrir autre chose dans les bois qu'une tanière de Cœur Vaillant. On comprend les raclées que les autres promettent à ce recalé primaire. Mais toutes les vellétés combattives fondent dans cette atmosphère sirupeuse que le réalisateur nous dispense si généreusement. Dans cette débâcle de carton pâte, Brigitte Fossey, hélas, ne pouvait pas tenir les promesses des « Jeux interdits » et c'est avec une sorte d'impatience qu'on voit expirer celle qui entraînait naguère dans le rêve avec de simples bouts de bois. □

(1) Lire à ce sujet le documenté « Jean Vigo » que Lerminier vient de publier chez Seghers.

Variétés

Fanon et la fine graine

Marc Echeverry

Un mauvais poète peut donner parfois un grand amateur. Tenez, Luc Berimont, par exemple. Il nous a infligé une médiocre anthologie poétique parue chez Seghers. Il y a déjà longtemps. Ça ne l'empêche pas de réaliser, en ce moment, une des émissions les plus choisies de l'O.R.T.F. J'entends bien, sa présentation est aussi plate que les dialogues en honneur dans l'auguste maison. Et irritante lorsqu'il présente en toute simplicité des vers d'Aragon, d'Eluard et de Berimont. Seulement, voilà, les poèmes choisis — à part les siens — sont excellents, et il fait appel, pour les chansons, à Hélène Martin, Anne Sylvestre, Christine Sèvres, Monique Morelli... Bref « la fine fleur » pour reprendre le titre, justifie de son émission.

L'autre soir, il avait demandé à Maurice Fanon de venir soutenir son émission, au cours de laquelle se

mesurent des pinceurs de guitare ou de jeunes émules Ferré. Fanon alterne la touche acide dont les militaires font souvent les frais, et l'évocation retenue de souvenirs amoureux. (Si je porte à mon cou, je m'en souviens) auxquels sa voix, légèrement voilée donne tout son mystère.

Parmi les jeunes, peu de trouvailles, Jean Tisserand tout de même, pas de présence, une froideur un peu canadienne mais une belle voix et des sourcils de chauve-souris. D'une manière générale, tout le monde subit l'influence de tout le monde, de Brel à Nicole Louvier, sauf, peut-être, Stéphane Reggiani, le fils de l'acteur, qui interprète « le Zip » d'une façon très personnelle. Sur un autre registre, Michel Lacroix interprétait ses « Chèvres gauguenardes » que les Frères Jacques ne renieraient pas. Ce n'est encore que fines graines mais Berimont est là pour les pousser. □

A écouter

Haendel - Concerti Grossi opus 3. — Une des grandes œuvres de la musique instrumentale baroque. Dirigé par Rudolf Barchai, l'orchestre de chambre de Moscou en donne une interprétation d'une noble sérénité. Précision, discipline et beauté des cordes font de ces disques des enregistrements de référence. C'est un Haendel un peu solennel que nous offrent les Ruses auquel il est peut-être permis de préférer un visage plus débonnaire, mais c'est du grand style. (Chant du monde, 2×30 cm.)

Bach - L'œuvre d'orgue. Vol. 3 et 4. — Il y a moins d'un an que nous signalions la parution des deux premiers disques de cette intégrale qui semble tenir largement ses promesses. Il s'agit ici de quelques-unes des œuvres les plus populaires de Bach (Tocatta en ré - Passacaille, etc.) que Michel Chapins a su débarrasser de l'enflure qui les a trop longtemps défigurées. Bref, un Bach qui retrouve nerf et clarté. (Valois, 2×30 cm.)

Karl-Philip-Emmanuel Bach - Concertos pour orgue. — Le second fils du grand Bach fut, de son vivant,

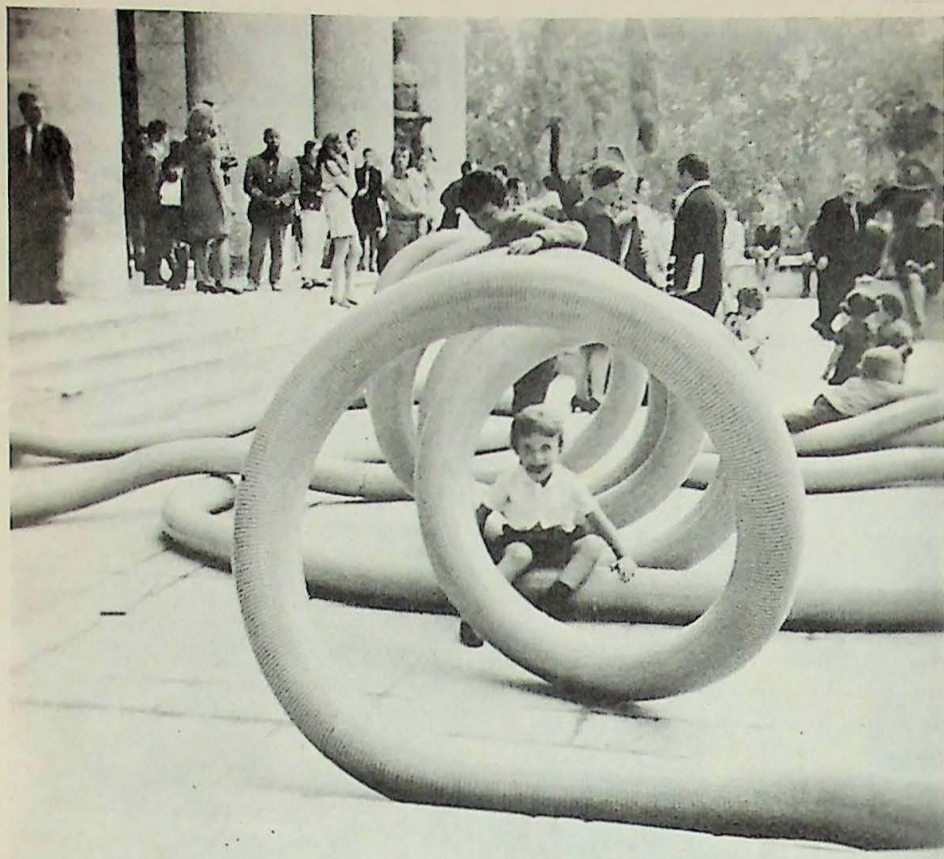
plus célèbre que son père. Sans doute parce qu'il était résolument tourné vers l'avenir alors que son père était considéré comme le représentant du style baroque vieillissant. Il est sûr que le souci expressif de Karl-Philip-Emmanuel et la sensibilité qui anime ses compositions en font un ancêtre du romantisme et qu'il y a dans le Concerto en mi bémol majeur de curieux accents pré-beethovéniens. Bonne interprétation de René Klopfenstein et de l'organiste Jean Guillo. (Philips, 1×30 cm.)

Brahms - 42 chants populaires allemands. — Aujourd'hui que le folklore est légitimement remis en honneur, les puristes feront grief à Brahms du traitement très personnel auquel il soumet un folklore souvent composé de toutes pièces par des musiciens secondaires. Loin de reprocher au grand romantique sa désinvolture archéologique, l'amateur de musique se laissera prendre à la très simple beauté de ces chants qui constituent une excellente introduction au monde des lieder. Insurpassable interprétation de Schwarzkopf et surtout de Fisher Dieskau. (Voix de son maître, 2×30 cm.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux
(Youg.), V.O.



Elie Kagan

Pour grands et petits enfants...

Exposition

La Biennale est une fête

Emmanuelle Stein

Montant et descendant du plafond, d'énormes sphères de plastique blanc viennent flôler votre front comme de grosses balaines affectueuses, sans doute en guise de bienvenue.

La V^e Biennale, éclatante de lumières, de couleurs, de sons, de mouvements, ressemble à une gigantesque fête foraine. Partout des moteurs ronronnent, des clignotants s'allument. Amusé, ravi, le public s'avance parmi ces choses qui bougent et rutilent comme les objets exposés dans les vitrines et les supermarchés. Pour certaines, on a pris soin d'indiquer le mode d'emploi. Et le public ne se fait pas prier pour presser les boutons, pousser les manettes de ces jeux pour grands enfants. Il règne ici l'excitation d'un grand magasin, au rayon jouets à la veille de Noël. Polyester, plexiglass, tissus synthétiques : l'Art s'est réconcilié avec le quotidien, et descend dans la rue. Noyée au milieu de cette production foisonnante qui se situe à mi-chemin du palais de la Découverte et du Salon des arts ménagers, la peinture-peinture, parente pauvre de cette Biennale, a pourtant de charmants retours de flamme : témoin la sélection yougoslave narquoise et tendre, Breyten et Romero, pour la France. L'explosion actuelle était prévisible. Sous la pression d'un monde extérieur en perpétuelle mu-

tation, la tentation de l'espace, du mouvement, était devenue trop forte. C'est toute la peinture qui, cette fois, éclate et se projette aux quatre coins de l'espace. Aux découpures murales de Melano (Argentine) qui se répandent en flaquas-miroirs sur le sol répondent les sculptures rampantes du canadien Henry Saxe. Autre grande réconciliation constatée à cette Biennale : celle de l'art et de la technique. Mais plus qu'une réconciliation, c'est une lune de miel.

Le temps du plastique

L'artiste a enfin conjuré sa grande peur de la machine qui avait engendré toute une peinture marquée par l'inquiétude où le monde moderne était dénoncé avec une inlassable véhémence. Découvrant avec ivresse les joies de la technique, le peintre collabore fraternellement avec l'ingénieur et l'électronicien. D'où l'apparition de plus en plus fréquente d'œuvres de groupes, tels « Automat » ou « Objets-machines à langage » (France) où l'ingéniosité n'exclut pas l'humour. Fait remarquable : l'angoisse a pratiquement disparu. Les dernières séquelles subsistent dans quelques œuvres espagnoles et polonaises, encore mal dégagées de l'obsédante influence de Bacon. La violence, elle, vient de Cuba, avec les bandes dessinées de cauchemal, de Pena.

L'Allemagne offre une sélection remarquable de cohésion et de qualité ; seul point faible, la sculpture, comme d'ailleurs pour l'ensemble de la Biennale. Citons, cependant, les formes baroques du Danois Egon Fisher, douées d'une incontestable présence.

Les Etats-Unis, après la récente poussée de fièvre pop-art, marquent le pas, et envoient des œuvres de l'école de Los Angeles, imposantes par leur rigueur austère, tandis que le Japon prend la relève avec brio et dynamisme. L'Anglais Marc Boyle avec ses « morceaux de chaussée » reconstitués, envoie une œuvre d'une saisissante efficacité plastique qui constitue en même temps une rare prouesse technique ; une poésie onirique et morbide émane du catafalque noir et or de Michael Sandle.

Avec ces deux artistes, l'Angleterre s'affirme comme producteur de quelques-uns des talents les plus puissants de ces dernières années. L'U.R.S.S., présente pour la première fois, comme on s'y attendait reste à l'écart — du moins dans la production officielle des courants actuels. Le tiers monde déçoit, et le

Pop-art importé de l'Inde n'est guère convaincant. Les pays de l'Est sont particulièrement bien représentés dans la gravure. Comme proposition d'environnement, notons le poétique « labyrinthe aérien » (œuvre de groupe.) Très préoccupés, semble-t-il, par la santé physique, mentale et morale de leurs contemporains, les artistes de la section Architecture proposent une série de réalisations qui donnent à rêver : le musée mobile, le centre polyculturel, la station d'aérotrain, et surtout « le Déconditionneur » et le « Bateau-Maison », dont les notices explicatives sont des chefs-d'œuvre d'humour involontaire.

Plongé dans une douce euphorie, le spectateur se prend à rêver à cet Age d'Or futur dans un monde gouverné par un Dieu-architecte, où tout ne serait que douceur, harmonie, félicité et béatitude. Quand on vous le disait qu'elle est gaie, cette Biennale ! □

● V^e Biennale de Paris - Musée d'Art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, jeudi, vendredi, samedi : jusqu'à 23 h ; les autres jours : de 13 h à 21 h., jusqu'au 7 novembre.

Semaine T.V.

ADORABLE MENTEUSE

Une allègre comédie de Michel Deville, comme le cinéma français en réussit trop rarement. Avec Marina Vlady et Macha Méryl. (22 octobre, 20 h 55, 1^{re} chaîne.)

MEMOIRES DE VOTRE TEMPS

Deuxième volet de l'émission de R. Stéphane et R. Darbois consacrée à « la guerre d'Algérie ». A voir avec circonspection. (23 octobre, 21 h 25, 1^{re} chaîne.)

HEDDA GABLER

La plus célèbre héroïne d'Henrik Ibsen devrait trouver en Delphine Seyrig une interprète de grande classe. Avec Laurent Terzieff. (24 octobre, 20 h 35, 1^{re} chaîne.)

MOUCHETTE

Le dernier film de Robert Bresson d'après un beau roman de Georges Bernanos. A ne pas manquer. (27 octobre, 21 h 35, 1^{re} chaîne.)

A lire

Dans son numéro du 16 octobre dernier, « Vie populaire » (*), organe du Mouvement de libération ouvrière (M.L.O.) et des Associations populaires familiales (A.P.F.), propose à ses lecteurs « d'ouvrir l'œil, et le bon » sur les récentes ordonnances gouvernementales.

En huit pages, fort bien rédigées, sont présentées les ordonnances sur la Sécurité sociale, l'emploi, l'intéressement. Leur analyse, quoique rapide, fait bien ressortir quels en seront les avantages et les inconvénients pour les travailleurs et leur famille.

Les différents éléments sont présentés clairement et concrètement, ce qui a pour résultat de donner au lecteur l'envie de prendre un papier et un crayon pour étudier son cas personnel.

Nul doute que ce document suscitera un vif intérêt auprès de ses lecteurs. Nous lui reprocherons seulement son appel à l'action qui nous paraît un peu timide. C'est quand même à lire et à faire lire.

(*) 15, rue de Chabrol, Paris (10^e).

● SCIENCE

« Science et synthèse » - Idées/NRF, 384 pages.

Il s'agit ici du compte rendu du colloque

organisé à l'occasion du 10^e anniversaire d'Einstein et Teilhard de Chardin. Ce livre qui réunit quelques-uns des plus grands noms de la science actuelle n'est pas toujours de lecture aisée, mais son ambition synthétique permet paradoxalement au profane attentif de réfléchir à certains problèmes fondamentaux mais souvent négligés dans la vie quotidienne.

TRIBUNE ETUDIANTE

de rentrée)
cette semaine

Au sommaire :

- Annuaire de la révolution d'Octobre. P. Naville et Y. Craipeau.
- Les développements de la lutte anti-impérialiste : Vietnam, Moyen-Orient, Amérique latine, déclaration finale de l'O.L.A.S.
- Après le V^e Congrès du P.S.U.
- La rentrée sociale.
- Problèmes du marxisme, par A. Gorz et le Testament politique de Lénine.

Passer les commandes à « T.E. » : 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e). Abonnements : 6 n^{os} : 5 F. C.C.P. : 19.702.50 Paris.

Les centristes

De quel côté ils penchent

Lucien Saintonge

« Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis », telle paraît être la devise actuelle de M. Duhamel et de ses amis du groupe qui s'intitule ironiquement « progrès et démocratie moderne ».

Changer d'avis, c'est en effet l'essentiel de leur activité depuis qu'ils sont arrivés à l'Assemblée. On vote la censure contre les ordonnances avant qu'elles soient édictées, on ne vote plus la censure une fois qu'elles le sont; on veut la proportionnelle pour élire le bureau d'une commission, et on est contre pour la commission d'à côté; on annonce qu'on va « démolir » la politique économique de Pompidou dans la discussion budgétaire, et on lance de petits amendements sans portée (comme de relever les tranches d'imposition quand les prix montent de 5 %, ce que tout le monde a toujours pratiqué).

Sans aucune mauvaise foi, on est conduit à se demander si ces honorables parlementaires sont vraiment des gens très sérieux. En fait, ils le sont. Mais leur situation est telle qu'ils sont réduits à ce genre d'acrobaties pour accréditer l'opinion qu'ils ont une importance, une influence, une consistance.

Qui est-ce ?

On peut dire qu'il y a 44 « centristes » sur les 487 députés actuels : 41 membres de P.D.M. plus trois des huit non inscrits qui sont de la même tendance : MM. de Pierrebou, Douzans et Cornut-Gentille (les autres sont : 1 progressiste, 2 gaulistes dissidents et 2 « sans étiquette » proches des républicains indépendants). Si l'on peut estimer que le mode de scrutin de la V^e République favorise les notables, c'est parmi ces 44 parlementaires que c'est le plus manifeste. Ce sont des candidats qui ont eu beaucoup de voix, et beaucoup de voix personnelles. En effet, si l'on totalise les 44 circonscriptions qu'ils représentent, on s'aperçoit que le centrisme (Lecanuet + Marcilhacy) y a obtenu, aux élections présidentielles, où le choix était politique, 21 % des voix, ce qui est honorable mais ne permet pas d'être élu. Par contre, aux législatives, dans les mêmes circonscriptions, le même centrisme (pourtant en légère baisse dans l'ensemble du pays) passe de 21 à 40,5 % grâce à la notoriété personnelle des candidats.

On peut affirmer sans forcer que la moitié des électeurs des députés

P.D.M. ont voté pour un notable sans choisir entre des idées. C'est un facteur d'autonomie, certes (car il n'y a que neuf ou dix d'entre eux qui doivent leur élection à l'U.N.R., et trois ou quatre à la F.G.D.S.); mais c'est aussi une limitation car s'ils se « marquent » trop politiquement, comme opposants ou comme gouvernementaux, ils perdent leurs voix personnelles qui reposent sur une équivoque politique.

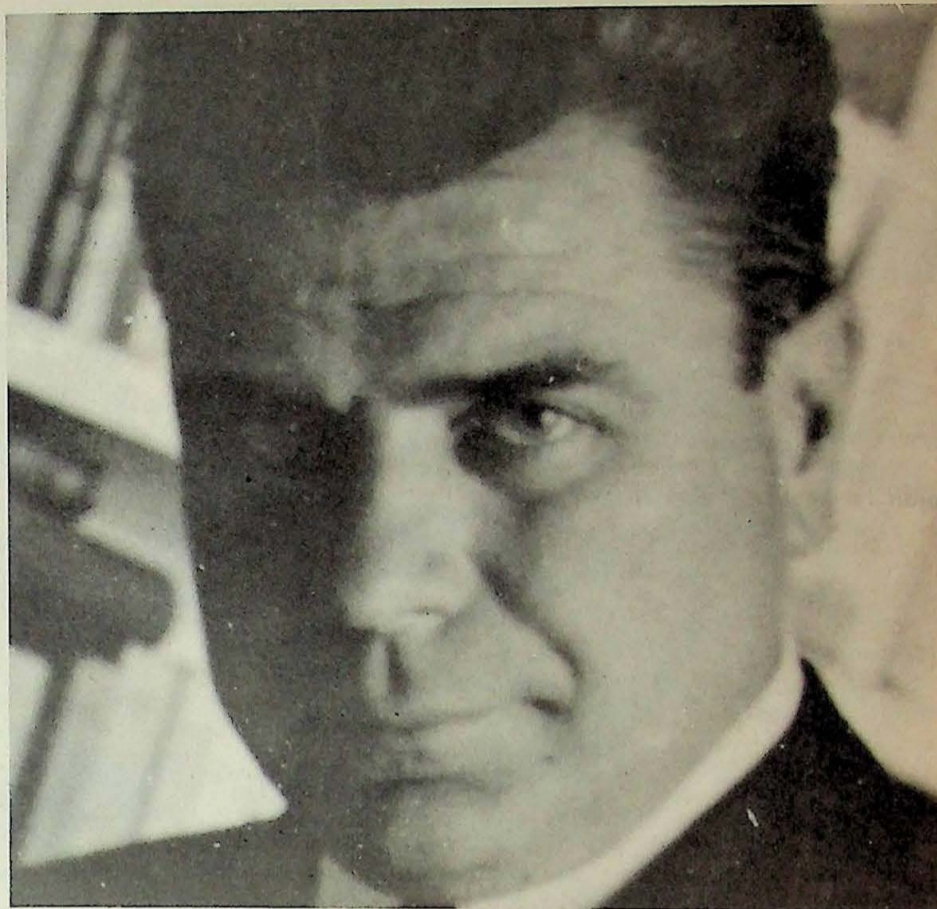
Si l'on examine ces parlementaires personnellement, on a la confirmation que ce sont des notables traditionnels. Sur les 44, les trois quarts étaient députés sortants. Ces députés ne sont pas des barbons (53 ans de moyenne d'âge, de nombreux quadragénaires) mais sont des parlementaires chevronnés (douze ans de Parlement en moyenne; deux sont là depuis 1936, huit depuis 1945 ou 1946).

Les origines sociales attestent qu'on a affaire à des représentants des intérêts en place : onze exploitants agricoles généralement importants, huit chefs d'entreprise ou dirigeants de sociétés, cinq hauts fonctionnaires, un professeur de faculté, cinq avocats, deux cadres d'entreprise, un médecin et deux vétérinaires, trois journalistes ou « hommes de lettres »; en face : deux fonctionnaires, deux employés et un ancien ouvrier, M. Claudius-Petit, la personnalité la plus sympathique du groupe incontestablement.

Que peuvent-ils faire ?

Se retrouvant au Palais-Bourbon après les législatives, tous ces hommes élus sur leur nom, plus ou moins soutenus par le centre démocrate, mais sans s'être trop liés à Lecanuet, faisaient un premier bilan : avant les élections de 1962, il y avait 200 centristes divers à l'Assemblée; il en était revenu 87. Les ralliements dans divers sens amplifièrent, en cours même de législature, ce mouvement descendant : en décembre 1966, ils ne restaient plus que 57 : 15 départs au C.N.I. (du côté de Giscard), 6 au M.R.P. (avec Schumann), 9 chez les divers centres (soit V^e République, soit F.G.D.S.). Avec 57 sortants, il ne reste plus que 44 centristes; cela devient franchement inquiétant.

En plus, ces 44 rescapés sont particulièrement divisés quant à leurs origines et leurs affinités : les uns étaient investis par Lecanuet, d'autres soutenus, d'autres étaient « tout seuls », d'autres enfin avaient un ad-



Jacques Duhamel : d'Edgar à Faure, en passant par l'appui communiste.

versaire centre démocrate. Plus anciennement, 16 viennent du M.R.P., 11 du C.N.I., 14 s'éparpillent entre de petites formations ou l'« apolitisme ». Comme à l'intérieur de ces petits groupes la discipline n'était déjà pas particulièrement rigide, quand on les a tous mis ensemble...

Le premier réflexe a été de découvrir des chefs qui fissent bonne impression. On devait mélanger les vieux et les jeunes : comme c'était compliqué, on mit 10 députés (1 sur 4) au bureau du groupe 1 jeune à la présidence, 3 anciens comme vice-présidents, etc. C'est ce qui fit parler de M. Jacques Duhamel, 43 ans, député du Jura depuis 1962.

M. Duhamel est, également, un ancien de l'E.N.A., et des meilleurs : il « sortit » au Conseil d'Etat, et il était maître des requêtes à 30 ans. Il parcourut cinq ou six cabinets ministériels et parvint en 1955 à diriger celui d'Edgar Faure à la présidence du Conseil, poste particulièrement recherché par les fonctionnaires soucieux de leur avenir. Il resta fort lié à Edgar Faure, tout en continuant une carrière administrative bien menée. Et en 1962, « l'Edgar », comme on dit là-bas, présentait son poulain aux électeurs de Dôle, Poligny et autres lieux, sans étiquette comme il se doit. Mais comme le M.R.P. et l'U.N.R. étaient déjà en piste, le nouveau candidat insista sur les aspects radicaux de la tradition faurienne, et fut assez habile pour récolter le désistement communiste, gagnant ainsi sa place au groupe du rassemblement démocratique. Fervent de la tentative Defferre, puis de la campagne Lecanuet, il siège au comité directeur du centre démocrate depuis sa création — ce dont il ne se

vante plus tellement. Fort actif dans sa circonscription, il anime dynamiquement, comme premier adjoint, la ville de Dôle et s'est fait apprécier dans les villages par sa complaisance à expliquer la « grande politique ».

Depuis cette puissante structuration, le groupe centriste ne s'est pourtant pas manifesté par une cohésion très impressionnante. Bien sûr, ils ont à peu près tous voté la censure, la première fois parce que la tendance générale était plutôt à la récrimination; et puis, on ne risquait rien. Duhamel discutait « technique » avec Pompidou et Debré. En même temps, Abelin prenait des positions centre démocrate orthodoxes (« majorité nouvelle » avec les éléments sains de la F.G.D.S. et du gaulisme). Pleven déclarait qu'il ne fallait pas être trop conciliant; enfin, chacun donnait son opinion en feignant de croire que c'était celle de tous. Au vote de la motion de censure, seuls les « acharnés » votèrent avec l'opposition, les autres voulant « laisser sa chance au dialogue ».

Certes, ils retrouveront leur unité sur des positions de démagogie immédiate (baisse des impôts, etc.) mais la nature même de ce genre de groupements est d'être, en période stable, un concert de criaileries. Mais qu'il se passe quelque chose de « dur », que les intérêts profonds des classes dominantes soient remis en cause, que le conformisme atlantique soit bousculé, et le jeu de bascule, les sourires vers la droite et la gauche s'arrêteront net : le progrès et la démocratie moderne serviront à masquer la défense de la politique la plus conservatrice, celle qu'il nous faut à tout prix empêcher de naître. □